



**Secrétariat du Programme régional océanien
de l'environnement (PROE)**

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2006

**Rapport de suivi
et d'évaluation des performances**

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2006

Rapport de suivi et d'évaluation des performances

Introduction

Le rapport de suivi et d'évaluation des performances du Secrétariat est soumis tous les ans aux Membres et à la Conférence du PROE pour fournir un résumé des activités du Secrétariat et des objectifs atteints au cours de l'année écoulée. Les performances sont comparées à des indicateurs définis dans le programme de travail et le budget pour 2006, qui reflètent les priorités du Plan d'action (2005-2009) et les résultats des programmes stratégiques (2004-2013).

Le Secrétariat fournit en outre des rapports sur les résultats et comptes financiers de l'exercice 2006 ainsi que le rapport du Directeur à la Conférence.

Évaluation générale des réalisations de 2006

Le PROE a franchi en 2006 de nouveaux pas vers la protection et l'amélioration de l'environnement du Pacifique insulaire. Il a notamment œuvré en faveur du développement durable des écosystèmes et des ressources naturelles de la région.

Le Secrétariat s'est attaché à atteindre les objectifs et les résultats visés grâce au travail et à la participation de son personnel aux niveaux communautaire, national, régional et international. Des progrès ont notamment été enregistrés dans les domaines suivants : gestion des ressources naturelles, lutte contre la pollution, changements climatiques, développement durable, renforcement des capacités, formation, éducation et sensibilisation à l'environnement. Le renforcement des partenariats avec les Membres insulaires et la collaboration avec les partenaires (institutions et bailleurs de fonds) ont permis au Secrétariat de continuer de jouer un rôle clef dans les activités environnementales régionales mais aussi et surtout de fournir une assistance précieuse aux Membres insulaires du Pacifique. Le Secrétariat a également réussi à consolider sa présence et son rôle sur la scène environnementale internationale.

Les réalisations de l'année sont détaillées ci-après et seront présentées par les membres du personnel qui en ont eu la charge. De courts diaporamas PowerPoint seront présentés pour souligner les principaux enjeux et faciliter la discussion du rapport.

Remarque concernant l'interprétation des données budgétaires et des dépenses

Le programme de travail et le budget pour 2006 ont été préparés au début de 2005, distribués aux Membres en juillet et approuvés en septembre, en vue de leur mise en œuvre l'année suivante. Bien qu'ils aient été préparés en utilisant les meilleures informations disponibles à l'époque, de nombreuses hypothèses et circonstances avaient probablement changé en janvier 2006, quelque neuf mois plus tard.

Concernant les contributions des Membres, le Secrétariat avait supposé qu'elles seraient disponibles au début de l'exercice comptable pour financer les programmes conformément au calendrier prévu lors de la préparation du budget. Dans la majorité des cas, et pour des raisons diverses, cette hypothèse s'est avérée trop optimiste.

Le lecteur est donc prié de noter que, si le budget total approuvé s'élevait à 8 041 790 dollars É.-U., les fonds effectivement disponibles de toutes les sources n'ont atteint que 7 465 973 dollars É.-U. alors que les dépenses totales effectives se sont chiffrées à 7 465 973 dollars É.-U.

Le Secrétariat a donc utilisé, au cours de l'exercice 2006, 93 % des ressources et recettes budgétaires approuvées pour mener ses activités dans les pays et territoires océaniques, soutenir les programmes et financer son fonctionnement. Ce chiffre passe à 100 % si l'on considère les recettes effectivement encaissées et disponibles au cours de cette période.

Budget total approuvé 8 041 790 \$US	Dépenses totales effectives 7 465 973 \$US	Part des dépenses par rapport au budget 93 %
Recettes totales effectives 7 465 973 \$US		Part des dépenses par rapport aux recettes 100 %

1. ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Objectif du programme : Pays et territoires insulaires océaniques à même de gérer les ressources insulaires et les écosystèmes océaniques de manière durable et propre à entretenir la vie et les modes de subsistance

L'orientation du PROE à travers ce programme reflète un engagement fondamental en faveur du maintien des modes de subsistance des peuples insulaires, grâce à la conservation et à la gestion efficaces des écosystèmes terrestres, côtiers et marins. Ce programme vise à développer les capacités des populations insulaires océaniques afin de les aider à conserver et gérer durablement les écosystèmes et les ressources de leurs îles. Il vise également à protéger les espèces menacées prioritaires et à préserver les pays et territoires des espèces exotiques envahissantes. À travers ce programme, le PROE entend aborder les questions de conservation des écosystèmes, de gestion durable des ressources naturelles et de protection des espèces menacées prioritaires contre les menaces anthropiques et les espèces envahissantes. Ces questions nécessitent des interventions aux niveaux local, national, régional et international. Ce programme a fourni en 2006 les conseils, l'assistance technique, les informations et le soutien nécessaires au renforcement des capacités requises pour aider les pays et territoires océaniques à répondre aux besoins susmentionnés.

Au cours de l'année écoulée, il a notamment réussi à élargir l'éventail des services fournis aux Membres du PROE en matière de gestion environnementale et de promotion du développement durable. Ses principales réalisations ont été les suivantes :

- Le soutien aux Membres a été renforcé grâce à l'entrée en fonctions des spécialistes de la biodiversité insulaire et de la gestion des récifs coralliens et à la nomination du spécialiste des espèces envahissantes.
 - La mise en œuvre des initiatives de gestion des ressources et des écosystèmes côtiers s'est poursuivie dans le cadre du Projet des eaux internationales, exécuté dans 13 pays insulaires. Ce Projet est par ailleurs arrivé à terme en décembre et son rapport d'évaluation finale a été globalement positif.
 - La campagne fort réussie de l'Année de la tortue de mer a allié activités d'éducation et de sensibilisation des populations et sciences de la conservation, en mettant en corrélation la conservation à long terme et les objectifs du programme. Des émetteurs satellitaires ont été attachés à sept tortues pour permettre le suivi de leurs voies migratoires et 4 000 bagues de marquage ont été distribuées aux pays.
- La campagne a également permis d'attirer l'attention sur le lien existant entre la conservation du milieu marin et les déchets grâce à la distribution, en association avec des partenaires du secteur privé, de sacs à provisions réutilisables, tandis que le gouvernement samoan a interdit l'importation de sacs plastique non biodégradables.
 - Le personnel du programme a fourni une importante assistance aux pays présents à la 8^e Conférence des Parties à la CDB, qui a adopté le Programme de travail sur la biodiversité insulaire, lequel étaiera une grande partie de l'assistance offerte aux Membres.
 - Le Mémorandum d'entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique, élaboré dans le cadre de la Convention sur les espèces migratrices, a été finalisé et ouvert à la signature lors de la 17^e Conférence du PROE.
 - La mise en œuvre de la Convention de Ramsar se poursuit, notamment avec un nouveau mémorandum d'accord signé avec son Secrétaire-général, qui continuera de fournir des fonds pour l'administrateur adjoint chargé de cette Convention.
 - Le Secrétariat a également contribué à la publication du rapport *Pacific Island Mangroves in a Changing Climate and Rising Sea*, préparé par le Programme du PNUE pour les mers régionales avec le concours du PROE et du Conseil régional de gestion des pêches pour le Pacifique occidental.
 - Le Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) continue de se développer et constitue un modèle de renforcement des capacités face à des problèmes régionaux tels que les espèces envahissantes.
 - Bien que les activités n'aient toujours pas démarré, des accords de financement ont été conclus pour le projet CRISP, qui relèvera du spécialiste de la gestion des récifs coralliens.
 - Le renforcement du processus PANSB se poursuit par le biais des organismes nationaux et de la Table ronde pour la conservation de la nature.
 - De nombreux Membres insulaires ont bénéficié du soutien continu du PROE en matière de formation et de renforcement des capacités, y compris dans le cadre de stages en détachement entre pays.

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

- De nombreuses activités de communication et d'éducation fort diverses ont été menées, notamment la révision des programmes dans cinq pays, le renforcement des capacités de communication dans 12 pays et territoires et la production de supports de sensibilisation et de matériels éducatifs.
- Le Réseau océanien d'information sur l'environnement (PEIN) a continué d'appuyer les Membres insulaires, notamment dans le cadre de la création de bases de données et de l'exécution d'un programme de stages en détachement.

Les déceptions de l'année 2006 ont été le retrait du Projet sur la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PISM) parmi les projets à l'étude par le FEM, malgré son approbation dans le cadre de la phase PDF-B, et l'incapacité d'obtenir un financement australien pour le programme de dératisation des îles Aleipata dans le cadre du Projet sur le patrimoine naturel régional (RNHP). Le Secrétariat réévalue actuellement le projet PISM en collaboration avec les Membres en vue d'une nouvelle soumission au FEM étant donné la priorité qu'ils accordent aux activités sur les espèces envahissantes.

Analyse financière comparative

Budget total	Dépenses effectives	Part des dépenses
2 860 834 \$US	2 560 070 \$US	90 %

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Volet : 1.1 – Gestion des écosystèmes terrestres

Objectif : Promouvoir et soutenir la gestion durable et la conservation des écosystèmes terrestres

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
			Prévues	Effectives	
1.1.1 Conservation des principaux écosystèmes terrestres.	<ul style="list-style-type: none"> Ressources disponibles pour permettre l'élaboration d'actions d'assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> Entrée en fonctions en août 2006 du spécialiste de la biodiversité insulaire devant assister les Membres en matière de conservation des écosystèmes terrestres. 	Frais de personnel	11 015	11 661
			Frais de fonctionnement	3 500	15 977
			Frais d'investissement	0	139
			Sous-total	14 515	27 777
			<i>(Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat ci-dessous)</i>		
1.1.2 Adoption accrue des approches durables en gestion des ressources naturelles.	<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'une réunion productive de tous les coordinateurs PANSB lors de la Table ronde (Fidji). Amélioration de la communication et meilleur partage des enseignements et expériences entre les pays océaniques grâce au réseau PANSB. Assistance fournie à au moins 5 pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Réunion du groupe de travail PANSB en juillet 2006 à Suva. Rapport de la réunion achevé et diffusé. Amélioration de la communication grâce au groupe électronique de la Table ronde PANSB. Planification en cours avec Nioué pour appuyer l'examen de ses PANSB au cours du premier semestre 2007. Proposition préparée pour le 10^e FED concernant le soutien à la mise en œuvre des PANSB. Assistance aux Îles Salomon pour la préparation de ses PANSB. <p><i>[Les réalisations de l'année ont été limitées en raison de la vacance du poste de spécialiste des espèces envahissantes.]</i></p>	Frais de personnel	31 173	30 984
			Frais de fonctionnement	58 250	21 692
			Frais d'investissement	0	0
			Sous-total	89 422	52 676

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Volet : 1.2 – Écosystèmes côtiers et marins

Objectif : Promouvoir et soutenir la gestion durable et la conservation des écosystèmes côtiers et marins

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
			Prévues	Effectives	
Volet du programme :					
1.2 – Gestion des écosystèmes côtiers et marins					
1.2.1 Conservation des principaux écosystèmes côtiers et marins.	<ul style="list-style-type: none"> Gestion active des zones et ressources côtières locales sur la base d'une évaluation des causes de leur utilisation non durable dans au moins une communauté de quatre pays maximum (Îles Salomon, Nioué, EFM (Yap) et Vanuatu) participant au Projet des eaux internationales. Amélioration de l'état des ressources démontré par un suivi périodique par rapport aux situations initiales dans les zones marines sous gestion locale de quatre pays maximum participant au Projet des eaux internationales. Rapports finaux du Projet des eaux internationales décrivant les réalisations et résultats des initiatives d'utilisation et de conservation des ressources côtières sous gestion locale. 	<ul style="list-style-type: none"> Des communautés de Yap (EFM), de Vanuatu, de Nioué et des Îles Salomon ont appliqué des plans de gestion locale pour gérer durablement leurs ressources marines et côtières en collaboration avec les administrations concernées. Poursuite des inventaires des ressources et de la collecte de données dans le cadre des activités de sensibilisation. Les inventaires des ressources de Cray Bay (Vanuatu) indiquent que les populations de crabes de terre sont en nette augmentation suite au projet pilote appuyé par le Projet des eaux internationales. Deux ateliers ont été organisés pour recenser et documenter les meilleures pratiques et enseignements tirés de tous les projets menés dans les pays, y compris dans le domaine des pêches côtières. Un troisième atelier devant consolider et partager ces enseignements a été organisé en décembre 2006. 			
			Frais de personnel	93 821	115 303
			Frais de fonctionnement	544 582	301 276
			Frais d'investissement	1 500	12 332
			Sous-total	639 904	428 911
<i>(Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat suivant. Les 29 100 \$US attendus de l'AFD n'ont pas été reçus en 2006 mais en 2007.)</i>					

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Examen/élaboration de plans de gestion pour les sites Ramsar dans au moins 2 pays signataires et au moins 3 pays non-signataires menant à l'adhésion à la Convention de Ramsar. • Ressources disponibles pour permettre l'élaboration d'actions d'assistance. • Lancement de Reefbase-Pacific et du recensement des principaux écosystèmes côtiers et marins. 	<ul style="list-style-type: none"> • Kiribati et les Tonga ont bénéficié d'une assistance concernant des projets du Fonds Ramsar de petites subventions. La proposition de Kiribati concernait une assistance préparatoire en vue de l'adhésion à la Convention de Ramsar. • Les Tonga ont bénéficié d'une assistance pour terminer leur projet du Fonds de petites subventions et des contacts quotidiens ont été pris pour faciliter les dernières étapes préalables à l'adhésion à la Convention. • Le Samoa a bénéficié d'une assistance pour remplir la Fiche descriptive Ramsar (FDR) concernant son premier site Ramsar, le lac Lanotoo, qu'il a soumise au Secrétariat de la Convention. • Les Îles Marshall et le Samoa ont bénéficié d'une assistance concernant la nomination de leur deuxième site Ramsar. • La planification/étude de gestion des sites est prévue pour 2007 en raison des faibles ressources disponibles ; des informations sur l'état de la gestion des sites ont été demandées aux parties contractantes. Ces questions seront abordées lors de l'atelier proposé sur les sites Ramsar et les zones humides (2007). • Obtention de fonds en vue de l'organisation d'un atelier sur les aires protégées aux Îles Marshall. • Assistance à un échange de spécialistes des zones humides entre Kiribati et Tuvalu pour mettre en commun les leçons apprises et expériences, en association avec la FSPI. • Assistance et conseil à la Société pour la conservation de Pohnpei (PCS) en vue de la création et de la gestion de réserves communautaires de mangroves. • Nouveau mémorandum de coopération pour 2006-2008 élaboré et adopté par le PROE et le Secrétariat Ramsar. • Coordination des propositions des Parties insulaires océaniques à Ramsar dans le cadre du cycle de financement du Fonds de petites subventions pour 2006. • Lancement de Reefbase prévu pour 2007 en raison de la disponibilité tardive du financement. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement d'un programme d'activités de soutien à la gestion communautaire dans au moins un site des territoires français. • Recensement et obtention des ressources nécessaires au soutien des réseaux locaux. • Recensement des approches et des activités avec le concours de l'OOT. • Préparation et examen de documents de travail par le groupe de travail sur le milieu marin, la Table ronde et les pays membres et recensement des ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des discussions préliminaires sur ces activités ont été menées avec des représentants officiels de Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna et de Polynésie française lors de la réunion de l'IFRECOR organisée en Nouvelle-Calédonie ainsi que pendant la 17^e Conférence du PROE. Les activités démarreront avec la mise en œuvre du CRISP. • Des ressources ont été identifiées pour que le PROE organise une réunion de Pacific SocMon (avec les réseaux GCRMN et LMMA) lors du Colloque international sur la gestion des écosystèmes marins tropicaux (ITMEMS) au Mexique. Des ressources ont également été identifiées en vue de l'élaboration de directives de suivi socioéconomique pour la région Pacifique et d'un atelier d'évaluation. • Des représentants des zones marines sous gestion locale ont été financés par le World Fish Centre pour participer au Colloque international sur la gestion des écosystèmes marins tropicaux organisé au Mexique. Le PROE et l'Université de Washington ont organisé un atelier sur les pêches côtières et l'aquaculture pour examiner l'expérience du Pacifique en matière de gestion communautaire des zones marines. • Des ressources ont été obtenues pour la participation de représentants des réseaux insulaires océaniques aux réunions pertinentes ; • La base de données du Système d'information sur les ressources marines des îles du Pacifique (PIMRIS) a été chargée sur le site PEIN du PROE qui fournit ainsi un accès en ligne intégré aux bases PIMRIS et PEIN. • Des consultations informelles et des échanges d'informations ont eu lieu et se poursuivront en 2007. • Un document de travail a été soumis et approuvé par la 17^e Conférence du PROE concernant l'élaboration d'un réseau régional pour soutenir la mise en œuvre nationale des ZMP. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)																	
	<ul style="list-style-type: none"> Intégration des enseignements, outils et techniques de gestion des zones côtières et marines aux activités d'adaptation menées par les pays océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien apporté aux volets portant sur la gestion côtière du Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (PACC) pendant sa phase de conception (quatre pays axés sur l'adaptation et la gestion côtière). Financement obtenu de la Fondation McArthur pour deux activités liées à la gestion côtière intégrée et l'adaptation aux changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> évaluation de la vulnérabilité de la biodiversité marine aux impacts des changements climatiques, notamment des aspects socio-économiques et institutionnels ; amélioration de la résilience des écosystèmes côtiers et marins aux impacts des changements climatiques grâce au renforcement de la gouvernance côtière et des mesures de conservation. 																		
1.2.2 Renforcement de la gestion côtière intégrée	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du Projet des eaux internationales décrivant la gouvernance en matière de gestion intégrée du littoral et des bassins hydrographiques dans au moins trois pays et territoires océaniques. Élaboration et adoption par au moins deux pays participant au Projet des eaux internationales (Îles Cook et Samoa) d'un cadre de gestion intégrée du littoral et des bassins hydrographiques. Mise au point des stratégies de programmation reflétant l'intégration des enseignements et pratiques optimales issus du Projet des eaux internationales. Réalisation et diffusion d'études de cas visant le renforcement des capacités institutionnelles concernant les politiques et programmes sur les GIZC. 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports des Fidji, des Îles Salomon et de Vanuatu ont été achevés en 2005. Ils seront publiés en 2007. Les Îles Cook ont adopté et mis en œuvre un plan de gestion du bassin hydrographique de Takuvaine. Le plan de gestion et les réglementations associées ont été formellement adoptés par le gouvernement le 21 décembre. Des discussions ont été menées avec le personnel concerné du PROE pour que les enseignements et meilleures pratiques du Projet soient intégrés aux activités du Secrétariat. Un atelier interne PROE-PNUD sera organisé en février 2007 pour examiner les moyens d'intégrer l'expérience acquise dans le cadre du Projet dans les autres activités du PROE. Activité ajournée jusqu'à la réception des fonds du CRISP en 2007. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Prévues</th> <th>Effectives</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>69 742</td> <td>34 313</td> </tr> <tr> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>445 011</td> <td>525 418</td> </tr> <tr> <td>Frais d'investissement</td> <td>1 500</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Sous-total</td> <td>516 253</td> <td>559 731</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>(Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat précédent.)</i></p>				Prévues	Effectives	Frais de personnel	69 742	34 313	Frais de fonctionnement	445 011	525 418	Frais d'investissement	1 500	0	Sous-total	516 253	559 731
	Prévues	Effectives																		
Frais de personnel	69 742	34 313																		
Frais de fonctionnement	445 011	525 418																		
Frais d'investissement	1 500	0																		
Sous-total	516 253	559 731																		

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation, dans au moins un territoire et un pays océaniques, d'études de cas sur l'évaluation économique des ressources côtières et marines en vue de leur intégration à la prise de décision et diffusion des conclusions. • Soutien à l'évaluation des capacités dans 14 pays • Élaboration et adoption par les partenaires du CRISP de protocoles visant l'engagement des pays et territoires et l'adoption des enseignements. • Élaboration de la stratégie de communication du CRISP et lancement des activités. • Recensement et assistance concernant les activités de collaboration avec les États-Unis et leurs territoires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les rapports suivants ont été publiés par le Projet sur le site web du PROE : <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Évaluation économique de la pollution des bassins hydrographiques à Rarotonga, aux Îles Cook ;</i> 2. <i>Gouvernance des ressources côtières aux Fidji ;</i> 3. <i>Gouvernance côtière aux Îles Salomon : évaluation des questions de gouvernance stratégique liées à la gestion côtière ;</i> 4. <i>Évaluation de la gouvernance des ressources et des environnements côtiers à Vanuatu.</i> • Des missions ont été effectuées à Kiribati, aux Îles Salomon et à Vanuatu pour faciliter l'élaboration de projets pilotes dans le cadre du mémorandum d'accord PROE-PNUE sur la mise en œuvre régionale du Programme d'action mondial. Ce mémorandum d'accord a été renouvelé par le bureau du Programme d'action mondial. • Le rapport PROE/FSPI sur l'analyse financière du commerce des coraux aux Fidji et aux îles Salomon a été lancé par le FSPI aux Fidji. Le PROE a présenté les résultats de l'étude lors d'une session de l'ITMEMS sur l'aquaculture et les pêches côtières dans le Pacifique. • Le Secrétariat a fourni à 14 pays les conseils sollicités en matière de zones côtières et de pêche en vue de la mise en œuvre des ANCR en collaboration avec le chargé de la formation et des RH. • Repoussé à 2007 en raison de la réception tardive des fonds. • Activités en attente en raison du versement tardif des fonds AFD-UNF-ICRAN pour le CRISP. • Planification en cours de l'Année des récifs coralliens (2008) avec <i>U.S. Coral Reef Taskforce</i> et le président de <i>U.S. All Islands Committee</i>. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Volet du programme : 1.3 – Espèces d'intérêt particulier

Objectif : Promouvoir la conservation de la diversité biologique des îles

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)																
Volet du programme : 1.3 – Espèces d'intérêt particulier																			
1.3.1 Gestion et conservation des espèces menacées.	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'une assistance technique efficace et opportune à au moins 5 pays et territoires océaniques. • Élaboration et mise en œuvre de plans de reconstitution des espèces en voie de disparition. • Diffusion et utilisation de données et de documents sur l'état régional des espèces menacées, leur répartition et les principales menaces les concernant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance aux Tonga pour examiner le nombre de permis d'observation des baleines demandés pour Vava'u. • Assistance technique au Samoa sur les échouages de cétacés. • Obtention d'un financement et organisation du détachement de deux agents (Tonga et Tuvalu) aux îles Salomon pour une étude sur la nidification des tortues. • Le site web a été défini comme nœud d'information pour Pacific Bats, dans le cadre de la sensibilisation aux problèmes de conservation des chauves-souris du Pacifique. • Mémoire d'accord entre BirdLife International et le PROE préparé en vue de sa signature en 2007. • Des données anecdotiques du Projet des eaux internationales à Vanuatu suggèrent une augmentation du nombre de tortues de mer observées à Crab Bay suite à l'interdiction de la pêche traditionnelle. • Marquage satellitaire entrepris au Samoa et en Polynésie française dans le cadre de l'Année de la tortue de mer. • Publication sur le site web du PROE des déplacements des tortues marquées. • Les données des bagues métalliques retournées seront cartographiées en 2007 pour illustrer les déplacements des tortues. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Prévues</th> <th>Effectives</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>79 659</td> <td>83 595</td> </tr> <tr> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>59 506</td> <td>170 651</td> </tr> <tr> <td>Frais d'investissement</td> <td>1 200</td> <td>967</td> </tr> <tr> <td>Sous-total</td> <td>140 365</td> <td>255 213</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>(Le responsable a réussi pendant l'année à réunir des fonds supplémentaires considérables qui ont permis de réaliser plus de travail que prévu.)</i></p>			Prévues	Effectives	Frais de personnel	79 659	83 595	Frais de fonctionnement	59 506	170 651	Frais d'investissement	1 200	967	Sous-total	140 365	255 213
	Prévues	Effectives																	
Frais de personnel	79 659	83 595																	
Frais de fonctionnement	59 506	170 651																	
Frais d'investissement	1 200	967																	
Sous-total	140 365	255 213																	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports à la Table ronde pour la conservation de la nature sur les progrès réalisés au sein du groupe de travail sur la conservation de l'avifaune. • Recensement de sites clés soutenant des agrégations d'espèces ou d'écosystèmes menacés et analyse des principales menaces. • Réponse aux demandes des pays insulaires océaniques et tenue d'ateliers dans au moins une sous-région. • Plans d'action nationaux et régionaux concernant les dugongs, cétacés (baleines et dauphins) et tortues élaborés, soutenus et appliqués. 	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions menées avec les principaux responsables pour améliorer le suivi des travaux du groupe de travail sur les oiseaux. • En l'absence des fonds nécessaires, aucune consultation sous-régionale ou régionale n'a été menée mais une formation sur la base de données sur les tortues (TREDS) a été dispensée à des agents chargés des pêches et de l'environnement à Vanuatu, au Samoa, aux Samoa américaines, en Polynésie française et aux Fidji. • Aucune demande spécifique n'a été reçue. Le détachement d'agents des Tonga et de Tuvalu aux Îles Salomon a toutefois été financé pour une étude sur les tortues. • Soutien à un atelier de formation d'une semaine sur la conservation des tortues aux Fidji et financement de la participation d'agents des Îles Salomon, des Tonga, de Tuvalu et du Samoa, en collaboration avec l'USP. • Coordination et financement de la formation au marquage satellitaire au Samoa et en Polynésie française. • Assistance au Samoa pour l'élaboration de plans de gestion sur les espèces marines. • Coordination d'une réunion d'experts en vue de la mise à jour des données techniques sur les cétacés de la région. Les résultats seront utilisés lors de la révision du Plan d'action régional sur les baleines et les dauphins prévue pour début 2007. • Obtention d'un financement et de la collaboration de partenaires pour 2 ateliers de formation régionaux avec PDCT-NZ, NOAA-US, DOC-NZ, DEH-Australia, IFAW, SPWRC, WDCS et WSPA sur : <ul style="list-style-type: none"> ○ le renforcement des capacités en matière de recherche et de gestion concernant les cétacés, et ○ la gestion des échouages de cétacés. • Appui à la révision des mesures de conservation, de protection et de gestion des mammifères marins dans le Pacifique insulaire en collaboration avec l'IFAW. • Appui à l'examen des activités touristiques d'observation des baleines dans les îles du Pacifique en collaboration avec l'IFAW, l'OOT et SPWRC. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
			Prévues	Effectives	
1.3.2 Réduction de la menace liée aux espèces envahissantes.	<ul style="list-style-type: none"> • Révision, soutien et mise en œuvre de la Stratégie régionale sur les espèces envahissantes. • Élaboration et exécution des stratégies et programmes nationaux sur les espèces envahissantes. • Élaboration et partage d'outils et de techniques concernant les principales espèces envahissantes du Pacifique. • Renforcement des capacités nationales et régionales en matière de prévention, d'intervention rapide, de lutte et d'éradication des espèces envahissantes. • Fourniture de mesures de gestion des espèces marines envahissantes à tous les pays océaniques. • Formulation de la Stratégie régionale sur les espèces envahissantes marines liées aux transports maritimes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Repoussé à 2007 lorsque le spécialiste des espèces envahissantes entrera en fonctions. • Activités entreprises dans le cadre du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) : • Préparation du plan d'action de Pohnpei sur les espèces envahissantes. • Préparation du plan d'action du comité national des Palaos sur les espèces envahissantes. • Le Projet sur la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PISM) a été retardé en raison de son retrait parmi les projets à l'étude par le FEM ; les consultations avec les pays se poursuivent toutefois. • Évaluation des points de référence concernant la relation avec les partenaires du PILN. • Soutien à la gestion du projet de dératization d'Aleipata (Samoa). • Atelier pluriinstitutions organisé aux Îles Marshall pour attirer l'attention sur le problème des espèces envahissantes. • Le PILN a participé en tant que partenaire à un projet financé par le RNHP et utilisant la mise en commun des compétences pour dératizer 6 atolls à Pohnpei. Ce projet se déroulera de janvier à février 2007. • Missions effectuées dans les pays de 5 équipes fondatrices du réseau et de 4 équipes de la deuxième génération. • Identification des indicateurs d'impact du réseau et début de la collecte de données. • Poursuite des cours nationaux de formation sur les problèmes liés aux transports maritimes. • Adoption par la 17CP de la Stratégie régionale relative à l'introduction d'espèces marines envahissantes par les navires. 			
			Frais de personnel	96 601	50 027
			Frais de fonctionnement	196 242	281 677
			Frais d'investissement	3 300	107
			Sous-total	296 143	331 811
<p>(Bien que 100 000 \$US du budget restaient à identifier pour ce résultat, le personnel concerné a réuni des fonds supplémentaires considérables qui ont permis de réaliser les travaux prévus et bien plus encore).</p>					

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
			Prévues	Effectives	
1.3.2 Gestion efficace des populations migratrices.	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de mécanismes et plans d'action régionaux pour les principales zones ou espèces. Recensement des habitats des principales espèces migratrices et intégration aux accords de gestion. Ressources disponibles pour permettre l'élaboration d'actions d'assistance. Participation du Secrétariat de la CMS et soutien aux principales parties prenantes en vue de l'élaboration d'un mémorandum d'entente sur les tortues marines. Actualisation et démonstration de la base de données sur les tortues dans la région et au-delà. 	<ul style="list-style-type: none"> En suspens jusqu'à l'adoption et la signature du mémorandum d'accord avec BirdLife International. Distribution de 3 650 bagues en titane et de 34 dispositifs de marquage dans les pays et territoires suivants : Tuvalu, Vanuatu, Palaos, Fidji, Samoa, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Polynésie française, EFM et Îles Salomon. Achat et distribution de 4 000 bagues, 100 dispositifs de marquage et 100 T-shirts pour le programme de marquage. Compte rendu aux Membres du PROE et personnes intéressées concernant les bagues récupérées. Conseils aux États et Territoires de l'aire de répartition des dugongs concernant le mémorandum d'entente de la CMS sur les dugongs, avant et pendant la réunion de négociation. Déclarations encourageant les Membres à signer ce mémorandum d'entente. En collaboration avec l'IFAW. Coordination de la mise au point et de l'ouverture à la signature du mémorandum d'entente de la CMS pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique lors de la 17^e CP où neuf Membres l'ont signé. Négociations entamées avec la CMS et les parties océaniques à cette Convention en vue de l'élaboration d'un mémorandum d'entente sur les tortues de mer. Installation de la version 3.3 de TREDIS à Vanuatu, au Samoa, en Polynésie française et aux Fidji. Poursuite de l'essai de TREDIS au Vanuatu, au Samoa, aux Samoa américaines, en Polynésie française et aux Fidji grâce à des mises à jour régulières par FTP. Poursuite du développement de TREDIS, une version « achevée » devant être présentée aux pays membres lors de la révision des plans d'action sur les espèces marines en mars 2007. Développement de TREDIS documenté dans le bulletin « Parole aux tortues ». Obtention d'un financement en vue du maintien en 2007 du poste d'Administrateur de la base de données sur les tortues. 			
			Frais de personnel	62 769	61 506
			Frais de fonctionnement	59 506	43 967
			Frais d'investissement	1 200	213
			Sous-total	123 475	105 686

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation des activités de l'Année de la tortue de mer et obtention de crédits en vue de sa mise en œuvre. • Communication et partage d'informations avec les partenaires du réseau. 	<ul style="list-style-type: none"> • Obtention d'un financement pour ces activités. • Création du comité de coordination et élaboration du plan de la campagne. • Lancement de l'Année de la tortue de mer (2006) au PROE et coordination et assistance dans le cadre des lancements nationaux dans 12 pays et territoires membres. • Sept émetteurs satellitaires ont été attachés à sept tortues dans le cadre de cette campagne (2 au Samoa et 5 en Polynésie française) et deux autres sont prévus pour le début de 2007 (1 aux Tonga et 1 aux Fidji), en collaboration avec le programme de recherche de la NOAA sur les tortues de mer (Honolulu). • Production et diffusion de supports de sensibilisation et d'information. • 3 spots publicitaires produits et diffusés. • Lancement du bulletin Parole aux tortues. • Création du comité de coordination chargé de la campagne de l'Année de la tortue de mer. • Adhésion du spécialiste des espèces marines et de l'administratrice de la base de données sur les tortues au groupe de spécialistes des tortues marines (UICN). • Échange d'informations avec le Secrétariat du Mémoire d'accord sur la conservation et la gestion des populations de tortues marines et de leurs habitats dans la région de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est (IOSEA) sur la campagne de l'Année de la tortue de mer (2006). • Création de la page de la campagne sur le site web du PROE. • Mise au point du plan de la campagne. • Création d'une liste de diffusion sur les cétacés des îles du Pacifique comptant 67 membres. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Volet du programme : 1.4 – Communautés et institutions

Objectif : Donner aux communautés et institutions des pays et territoires insulaires océaniques la capacité de gérer leur propre développement environnemental

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
			Prévues	Effectives	
Volet du programme :					
1.4 – Communautés et institutions					
1.4.1 Élaboration et soutien à l'application de stratégies de mise en valeur des ressources humaines au sein des ministères de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Bilan des besoins de développement des capacités des administrations de Nioué, des Îles Salomon, de Tuvalu, des Îles Marshall, des Îles Cook et des Tonga chargées de l'environnement et recensement des priorités. 	<ul style="list-style-type: none"> Fonds mobilisés et transférés pour aider Nioué à renforcer ses capacités de documentation et de sensibilisation concernant ses pratiques et sites environnementaux et culturels significatifs. Planification en cours de la révision du plan stratégique et des priorités de développement des ressources humaines de l'Agence pour la protection de l'environnement des Îles Marshall. Fonds mobilisés et transférés pour aider le Ministère de l'environnement des Îles Cook à mettre en œuvre des activités de formation destinées au personnel des îles éloignées, suite à l'évaluation des besoins en la matière. Les activités de formation ont démarré et des rapports sont attendus. Formation dispensée aux agents des Tonga pour permettre le recensement des besoins prioritaires dans le cadre du projet sur les ANCR. Recensement des besoins prioritaires de développement des capacités du Ministère de l'environnement des Îles Salomon ; recrutement prochain de nouveaux agents. Ces postes n'étaient toujours pas pourvus fin 2006. Le Projet des eaux internationales a financé des bourses dans divers pays (PNG, Kiribati, Tonga, Fidji, Palaos, Îles Cook, Tuvalu et Îles Salomon) pour des études dans des établissements du Pacifique. Sur les 11 boursiers, neuf ont obtenu leur diplôme avant fin 2006. 			
			Frais de personnel	91 979	80 982
			Frais de fonctionnement	147 200	158 051
			Frais d'investissement	0	575
			Sous-total	239 179	239 608
<i>(Bien que 60 000 \$US du budget restaient à identifier pour ce résultat, le personnel concerné a réuni des fonds supplémentaires considérables qui ont permis de réaliser les activités et services prévus).</i>					

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'au moins 6 stages en détachement destinés au personnel des administrations chargées de l'environnement dans les pays ayant recensé des besoins dans ce domaine. • Détachement d'un volontaire aux Îles Salomon, à Kiribati et aux Tonga pour aider les administrations chargées de l'environnement à la mise en œuvre des activités recensées et contribuer au développement des capacités du personnel. 	<ul style="list-style-type: none"> • Détachements organisés pendant l'année : agents d'exécution à Nioué (espèces envahissantes), personnel de terrain à Kiribati (zones marines protégées), personnel de l'Agence pour la protection de l'environnement de Yap (espèces envahissantes), spécialistes de l'environnement des Tonga et de Tuvalu (suivi des tortues de mer). • Soutien au spécialiste des espèces marines en vue de la planification et de l'organisation du détachement d'agents des Tonga et de Tuvalu sur le suivi des tortues aux Îles Salomon. • Le programme de stages en détachement concernant le responsable des ONG aux EFM et l'Agence de protection de l'environnement des Samoa américaines, prévu en collaboration avec le responsable Ramsar, a été ajourné jusqu'à début 2007. • Collaboration avec la responsable de l'éducation et de la communication et le responsable du Centre d'information et de documentation en vue du détachement de 2 agents de Kiribati au PROE (gestion de bibliothèque et communication) - détachements ajournés jusqu'à début 2007. • Guide sur les stages en détachement révisé et mis à la disposition des responsables de programmes. • Assistance au responsable du Centre d'information et de documentation en vue de la planification et de l'évaluation d'un stage en détachement d'agents de Tuvalu et des Fidji au PROE. • Obtention de fonds pour les stages en détachement de responsables des EIE de Tuvalu et des Îles Salomon à Suva (Fidji) - prévus pour 2007. • Fonds transférés et expert local engagé pour aider le Ministère de l'environnement de Kiribati en matière de communication. Cet expert formera d'autres personnes aux techniques de communication et de sensibilisation. • Fonds obtenus et transférés au Ministère de l'environnement des Tonga pour la préparation du rapport sur l'état de l'environnement et les activités de formation connexes. • Répétition 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance à 14 pays concernant la réalisation d'ANCR au titre de la CCNUCC, de la CDB et de la CLD et préparation des rapports finaux. • Formation en gestion du cycle des projets destinée au personnel des administrations chargées de l'environnement dans au moins 4 pays et utilisation des compétences sur le lieu de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation sur les méthodes et outils ANCR fournie au Samoa, aux Tonga, aux Îles Salomon et aux Îles Marshall. La formation prévue aux Fidji en août 2006 et Nauru et Tuvalu en septembre 2006 n'a pu être organisée car ces pays attendaient toujours un financement pour lancer leurs ANCR. • Formation sur les méthodes et outils ANCR fournie à Kiribati. • Coordination d'un atelier national pour achever le rapport thématique et planifier le plan d'action intersectoriel aux Îles Salomon. • Atelier initial prévu dans les EFM en février 2007. • Coordination des réunions des parties prenantes à Nioué pour planifier l'élaboration des rapports d'évaluation thématique et intersectorielle et le plan d'action. • Soutien aux stages en détachement sur les espèces envahissantes dans le cadre du PILN. • Planification et mise en œuvre d'activités de formation pour aider les pays à élaborer des propositions de projets de moyenne envergure en gestion durable des sols. • Formation dispensée au Samoa et aux Tonga en vue de l'élaboration de programmes d'action nationaux de la CLD. • Discussions avec le JICA et l'USP sur des initiatives régionales de renforcement coordonné des capacités en matière d'EIE. • Soutien au spécialiste des espèces marines concernant la planification de la formation sur les cétacés. • Assistance au coordonnateur du PILN en vue de la planification et de la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités à Yap (EFM), aux Îles Marshall et à Nioué. • Formation dispensée à Kiribati, aux Îles Marshall et à Tuvalu en vue de l'élaboration des 3^e rapports nationaux de la CLD. • Assistance au gouvernement de Kiribati en vue de l'élaboration d'une proposition de moyenne envergure sur le renforcement des capacités en gestion durable des sols. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)																	
	<ul style="list-style-type: none"> Conception, exécution, évaluation et soutien d'au moins six activités de développement des capacités répondant aux besoins des pays et territoires océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Préparation d'une formation sur la manipulation des déchets dangereux dans le cadre du Centre de formation régional sur les conventions de Bâle et de Nouméa. Soutien aux stages en détachement sur les espèces envahissantes dans le cadre du PILN. Planification et mise en œuvre d'activités de formation pour aider les pays à élaborer des propositions de projets de moyenne envergure en gestion durable des sols. Formation dispensée au Samoa et aux Tonga en vue de l'élaboration de programmes d'action nationaux de la CLD. Soutien au spécialiste des espèces marines concernant la planification de la formation sur les cétacés. Assistance au coordonnateur du PILN en vue de la planification et de la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités à Yap (EFM), aux Îles Marshall et à Nioué. Formation dispensée à Kiribati, aux Îles Marshall et à Tuvalu en vue de l'élaboration des 3^e rapports nationaux de la CLD. Assistance au gouvernement de Kiribati en vue de l'élaboration d'une proposition de moyenne envergure sur le renforcement des capacités en gestion durable des sols. 																		
1.4.2 Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies nationales et régionales d'éducation et de sensibilisation à l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Programmes scolaires reflétant les principes du développement durable avec une sensibilisation accrue des enseignants dans ce domaine (dans au moins cinq pays et territoires). Renforcement de la collaboration et des partenariats avec la société civile (femmes et jeunes) et le secteur privé. 	<ul style="list-style-type: none"> Examens réalisés pour les Îles Cook, le Samoa et Kiribati. Examens finaux pour les Fidji et Vanuatu prévus pour mars 2007. Distribution du rapport final prévue pour avril 2007. Participation à l'élaboration du Cadre océanique sur l'EDD, en tant que membre du groupe de travail sur l'EDD, approuvé par les ministres de l'éducation. Partenariat établi avec les principales organisations : Réseau des jeunes océaniques pour l'environnement (PYEN), PNUÉ (Bureau régional pour l'Asie-Pacifique), PACE-USP et CPS. Confirmation du soutien des partenaires (en nature et financier). Réunion de planification organisée en novembre 2006 avec les principaux partenaires. Forum des animateurs de jeunes au Samoa en avril 2007. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Prévues</th> <th>Effectives</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>131 616</td> <td>101 434</td> </tr> <tr> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>330 872</td> <td>108 643</td> </tr> <tr> <td>Frais d'investissement</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Sous-total</td> <td>462 488</td> <td>210 077</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>(Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat 2.4.4. 35 000 \$US du budget restaient à identifier pour ce résultat à la fin de l'année)</i></p>				Prévues	Effectives	Frais de personnel	131 616	101 434	Frais de fonctionnement	330 872	108 643	Frais d'investissement	0	0	Sous-total	462 488	210 077
	Prévues	Effectives																		
Frais de personnel	131 616	101 434																		
Frais de fonctionnement	330 872	108 643																		
Frais d'investissement	0	0																		
Sous-total	462 488	210 077																		

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité des correspondants nationaux en matière d'éducation et de communication sur l'environnement et le développement durable. • Nombre de personnes interrogeant les bases de données d'experts. • Nombre de ressources élaborées pour les pays et territoires (en matière de stratégies nationales d'éducation et de communication). 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination de trois ateliers de communication : à Kiribati (atolls), à Suva (autres îles) et aux Îles Cook sur les communications nationales, avec plus de 100 participants. Ces ateliers ont été financés dans le cadre de l'initiative d'intégration du Projet des eaux internationales. • Élaboration d'un guide de formation en communication pour les participants. • Coordination avec le Samoa d'un atelier de communication sur les changements climatiques. • Assistance au spécialiste des communications de Kiribati. • Élaboration d'une liste de diffusion destinée aux professionnels de l'éducation à l'environnement et de la communication dans le Pacifique. • Préparation et lancement au Samoa du kit éducatif <i>Going into the Mangroves</i> comprenant des supports pédagogiques pour les enseignants et destiné aux classes primaires supérieures et aux classes du collège. • Élaboration et présentation du programme pilote <i>Pacific Schools for a Sustainable Future</i> axé sur la gestion des déchets dans les écoles. • Préparation d'une brochure d'information sur les réglementations du Samoa en matière de sacs plastique. • Élaboration de <i>Pacific Forever : exploring environment for sustainable development in the Pacific</i>. Liaison avec les principaux partenaires en vue du financement du kit : SOPAC, UNESCO et PNUE. • Préparation du kit éducatif <i>Pacific Sea Turtle</i>. • Préparation du <i>Pacific Environmental Communications Guide</i>. • Élaboration d'un projet de texte pour le <i>Climate Change Communications Guide</i>. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 : Sensibilisation Articles et programmes dans la presse et la radio nationales et régionales ; accès accru aux pages web du Projet des eaux internationales ; nombre et qualité des vidéos sur les projets diffusées par les médias nationaux et régionaux ; activités de communication avec les communautés (théâtre, concours, etc.) ; nombre de publications, etc. • Phase 2 : Campagne de marketing social Ateliers de préparation d'ateliers, constitution d'équipes, recherches et pré-enquêtes sur le public, nombre de campagnes et d'activités médiatiques, programmes d'évaluation et de suivi. • Augmentation démontrée de l'utilisation du site web du Projet des eaux internationales. • Nombre d'articles sur le Projet des eaux internationales publiés dans la presse régionale. • Nombre d'articles sur le Projet des eaux internationales publiés dans la presse nationale. • Nombre et qualité des vidéos utilisant des documents issus du Projet des eaux internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de l'initiative Turtle Bag (avec le spécialiste des déchets solides) dans le cadre des activités samoanes de l'Année océanienne de la tortue de mer. Obtention d'un financement et du soutien du secteur privé et des médias, coordination de la distribution, des matériels et supports et du lancement, liaison avec le Ministère des ressources naturelles, etc. • Liaison avec les Samoa américaines, Kiribati et les Fidji concernant l'adoption de cette initiative dans ces pays. • Soutien à l'intégration des enseignements du Projet des eaux internationales grâce à la révision du <i>Social Marketing Guide of the Pacific</i>. Le chargé de communication du Projet des eaux internationales à Kiribati a été retenu par le Ministère de l'environnement pour contribuer à l'élaboration d'une campagne de communication et de marketing social, suite à la bonne mise en œuvre de la stratégie de communication du Projet. • Le site a reçu une moyenne de 35 000 visites par trimestre. Ces chiffres confirment l'augmentation de l'utilisation des supports électroniques du Projet. • Deux articles ont été préparés et publiés par Island Business. • Ateliers de communication organisés pour Tuvalu et Kiribati tandis que des initiatives de sensibilisation (avec la participation des médias dans certains cas) ont été menées aux Îles Cook, aux Fidji et aux Tonga. • Vidéo et brochure préparées et plusieurs programmes de radio et de télévision diffusés par les projets nationaux. • Trois vidéos sur les pays préparées pendant cette période. 	

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
	<ul style="list-style-type: none"> Appui aux stratégies de communication et production de matériel inspiré du programme sur les milieux côtier et marin. 	<ul style="list-style-type: none"> Production des matériels <i>Island Life</i>: fiches d'information, communiqués de presse, matériels promotionnels (bannière, cartes postales, affiches, etc.), coordination de l'activité <i>Postcards from the Future</i> destinée aux jeunes, documentaire, études de cas, présentation multimédia. Coordination des matériels, du lancement et des activités de l'Année océanienne de la tortue de mer (2006) comprenant des supports, bulletins et fiches d'information; préparation du kit éducatif océanien sur les tortues (avec WWF, lancé en mars 2007), d'un livre éducatif sur les tortues, de spots publicitaires et de la chanson et du clip « Turtle Song ». Soutien aux journées mondiales des zones humides et de l'environnement. Collaboration avec le programme Avenirs océaniques en vue de l'élaboration du kit éducatif sur les déchets comprenant un dessin animé et des spots publicitaires de 30 secondes. Participation à l'élaboration de la stratégie de communication du PROE. Présentation du Projet des eaux internationales au premier Congrès mondial sur la communication pour le développement, à Rome (Italie). 			
1.4.3 Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies relatives aux capacités de gestion des connaissances, de la documentation et de l'information.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dotés de centres d'échange nationaux intégrés. 	<ul style="list-style-type: none"> Quatre bases de données créées au Bureau pour la protection de l'environnement (EQPB) et au Bureau des ressources marines des Palaos. Évaluation réalisée dans les EFM et programme lancé en vue de la création d'un centre d'échange national intégré. Centre d'échange du PEIN intégré à celui sur la biodiversité du College of Micronesia et réseau étendu pour inclure les 4 autres états en 2007. Évaluations, installations et formation sur les équipements et bases de données (Phases I et II du PEIN) réalisées dans les pays suivants: Fidji, Samoa, Nioué, République des îles Marshall, Palaos, Tuvalu et États fédérés de Micronésie. Le PEIN a continué de contribuer aux volets du programme du PROE, notamment dans les pays où le PEIN établit des centres d'échange et des réseaux entre les ministères concernés (par exemple, liens entre le Ministère de l'agriculture et le réseau PEIN au Samoa et à Nioué). 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	88 253	91 642
			Frais de fonctionnement	250 837	149 695
			Frais d'investissement	0	107 243
			Sous-total	339 090	348 580
			<i>(Les frais d'investissement ont été budgétisés en tant que frais de fonctionnement et concernent le matériel du PEIN.)</i>		

PROGRAMME 1		: ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES	
Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalisations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> Centres de documentation sur l'environnement opérationnels dans 8 pays membres. 	<ul style="list-style-type: none"> 4 détachements visant le développement du Centre de documentation : 3 au Secrétariat (Fidji, Tuvalu et EFM) et 1 entre le Samoa et Tuvalu. Site PEIN/Tuvalu créé pour stocker et partager des informations sur l'environnement. Le Samoa a appris à configurer les serveurs grâce à Tuvalu. 	
TOTAL PROGRAMME 1			
			Prévues
			Effectives
			Frais de personnel
			756 627
			661 447
			Frais de fonctionnement
			2 095 507
			1 777 047
			Frais d'investissement
			8 700
			121 576
			TOTAL
			2 860 834
			2 560 070

2. AVENIRS OCÉANIENS

Objectif du programme : Pays et territoires insulaires océaniques à même de s'organiser et de faire face aux menaces et pressions sur les systèmes océaniques et insulaires

Ce programme a pour objet de garantir un environnement sain pour les générations présentes et futures des îles du Pacifique.

Le programme s'est penché sur deux des principaux enjeux environnementaux à moyen et long terme identifiés par les Membres du PROE dans son Plan d'action régional: les changements climatiques et la gestion de la pollution et des déchets.

Concernant les changements climatiques, l'année 2006 a été marquée par une augmentation sensible de la prise de conscience du problème au niveau mondial, suscitée par la diffusion du rapport Stern (G.-B.) et les activités de sensibilisation de l'ancien vice-président des États-Unis, Al Gore. C'est dans ce contexte que le PROE a mené ses activités sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation grâce à l'utilisation de sources d'énergie renouvelables tout en participant aux négociations internationales de haut niveau.

La prévention de la pollution et la gestion des déchets restent des enjeux prioritaires, notamment en ce qui concerne la gestion des produits chimiques dangereux, la pollution marine et les déchets solides.

Le programme Avenirs océaniques s'attache également à améliorer la gouvernance environnementale. Il fournit pour cela une assistance aux pays en vue du respect des conventions environnementales internationales, notamment en matière de politique, de planification et de réglementation. Ce travail est axé sur l'intégration des enjeux environnementaux aux stratégies nationales de développement durable et autres instruments semblables. Le personnel du programme fournit également une assistance technique sur des outils et initiatives spécifiques tels que les évaluations de l'impact sur l'environnement et les rapports sur l'état de l'environnement.

Les principales réalisations de 2006 comprennent :

- La préparation d'une importante proposition de financement soumise au FEM : le Projet océanique d'adaptation aux changements climatiques (PACC).
- L'approbation finale du Projet océanique de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP), devant aborder les obstacles à l'utilisation des technologies d'exploitation des énergies renouvelables.
- La poursuite de l'élaboration d'une approche stratégique en matière de communication sur le climat, en association avec les services météorologiques nationaux de la région.
- L'obtention d'un financement supplémentaire pour étendre l'appui du PROE à la stratégie régionale d'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.
- L'assistance aux Membres en matière d'accès au financement du FEM, et notamment l'entrée en fonctions d'un conseiller chargé de l'assistance du FEM au sein du programme Avenirs océaniques.
- L'assistance en vue de la participation des pays membres insulaires aux conventions internationales, en particulier aux conférences des parties aux conventions de l'ONU sur la biodiversité et les changements climatiques, mais également à d'autres conventions traitant d'aspects spécifiques de la biodiversité, des produits chimiques, des déchets, etc.
- L'assistance aux conventions régionales et le fonctionnement du centre conjoint de transfert de technologie des conventions de Bâle et de Waigani.

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

- La coordination régionale par le biais de tables rondes et autres réunions et ateliers.
- La participation à l'élaboration de stratégies nationales sur les déchets.
- La participation continue au Projet de gestion des polluants organiques persistants dans les pays insulaires du Pacifique.
- L'élaboration d'une Stratégie régionale relative à l'introduction d'espèces marines envahissantes par les navires.
- La formation sur la manipulation des produits chimiques et la gestion des déchets.
- Un accord de financement concernant un projet régional sur les déchets électroniques.
- Le soutien à des activités de révision et de contrôle de l'application des textes législatifs.
- Des initiatives spécifiques sur les déchets : solutions possibles sur les atolls, axées sur la minimisation des déchets, l'utilisation des sacs plastique et le recyclage.
- La collaboration régionale avec les organisations du CORP sur l'énergie, l'eau, les déchets, les changements climatiques, le Plan Pacifique, etc.

Sur un plan administratif, l'année 2006 a été marquée par la consolidation de l'équipe, en privilégiant les objectifs à moyen terme et en promouvant les liens entre les principaux domaines de travail (tels que les changements climatiques et la biodiversité) au sein de l'Organisation et au-delà.

De nouvelles recrues ont travaillé sur les changements climatiques et le développement durable tandis que des lacunes persistent dans les domaines de la politique, de la planification et de la surveillance environnementales et de la communication de rapports.

Budget total	Dépenses effectives	Part des dépenses
3 323 628 \$US	3 165 966 \$US	95 %

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Volet : 2.1 – Gestion des accords multilatéraux sur l’environnement et des mécanismes de coordination régionale

Objectif : Améliorer la capacité des États et Territoires océaniques à gérer les AME et les autres mécanismes régionaux et accords internationaux pertinents

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
Volet du programme :		2.1 – Accords multilatéraux sur l’environnement, accords internationaux et mécanismes de coordination régionale			
2.1.1 Soutien à la gestion des accords multilatéraux sur l’environnement (AME) et des accords internationaux concernant les pays et territoires océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> • Achèvement d’un plan d’assistance d’ici le début 2006 • Lancement d’au moins 3 activités. • Organisation d’une réunion préparatoire en vue d’une participation tangible à la 8^e Conférence des Parties (CdP) à la CDB. • Soutien aux pays et territoires océaniques dans le cadre du processus de la CDB et organisation d’une importante manifestation parallèle. • Préparation d’au moins 5 études de cas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique pour faciliter la participation des pays membres à la Convention sur la diversité biologique et aux conventions sur la pollution. • Lancement de 2 activités sur les AME ; formation à la négociation (Îles Marshall, EFM et Fidji) ; activités des Tonga sur les conventions concernant les substances chimiques. • Réunion préparatoire à Nadi. D’après l’évaluation réalisée, elle a été très instructive et a permis aux participants de bien se préparer à la 8^e CdP, d’exercer des pressions si nécessaire et de susciter un appui au niveau national. • Appui fourni aux pays lors de la 8^e CdP. Manifestation parallèle de haut niveau sur le leadership en matière de biodiversité insulaire et manifestation parallèle d’une journée sur la biodiversité insulaire au niveau communautaire avec l’Initiative Équateur du PNUD, fort fructueuse d’après les commentaires des participants. • Le Programme de travail sur la biodiversité insulaire a été adopté lors de cette CdP. Cette adoption représente l’aboutissement de plusieurs années de travail par les pays insulaires océaniques, les PEID, les O.N.G. et le PROE. Ce programme de travail fournit une plate-forme internationale pour les travaux portant sur la biodiversité dans la région Pacifique. • Une manifestation parallèle présentant des études de cas a été organisée lors de la 8^e CdP dans le cadre de l’Initiative Équateur « Community Taba ». Les études de cas publiées par le PROE après cette CdP sous le titre « Island Life : Celebrating Pacific Island Biodiversity : case Studies of island life » ont été distribuées à tous les Membres. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	103 318	105 673
			Frais de fonctionnement	258 034	494 808
			Frais d’investissement	600	7 595
			Sous-total	361 953	608 076
<p><i>(Le personnel a réussi à réunir des fonds supplémentaires considérables qui ont permis de réaliser les activités prévues. Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat 2.1.4.)</i></p>					

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)																	
	<ul style="list-style-type: none"> Préparation de plans d'action dans au moins 4 pays insulaires océaniques. Présentation du projet de cadre d'intervention du programme d'action sous-régional à la 17^e Conférence du PROE. Au moins 10 représentants des pays insulaires océaniques à la 4e réunion du Comité d'examen de la mise en œuvre de la CLD (CRIC 4). 	<ul style="list-style-type: none"> Les plans d'action concernant la dégradation des terres dans le cadre de la CLD ont été achevés et officiellement lancés par le Samoa. Les Tonga et Kiribati ont élaboré des projets de plans et procèdent à leur révision finale. Les Îles Cook, les EFM, les Îles Marshall, Nauru et Vanuatu élaborent leurs projets de plans qui devraient être achevés d'ici 2007. Les consultations régionales en vue de l'élaboration du programme d'action sous-régional ont été repoussées à 2007, lorsque la majorité des pays auront achevé leurs plans d'action nationaux. Des délégués de plusieurs pays (Fidji, EFM, Îles Cook, Nioué, Kiribati, Samoa, Palaos, Vanuatu, Nauru et Tuvalu) ont participé à la réunion préparatoire à CRIC 5 qui s'est tenue à Bangkok en 2006 pour la région Asie-Pacifique. La réunion CRIC 5 a été repoussée à mars 2007. 																		
2.1.2 Soutien à la mise en œuvre des conventions d'Apia, de Nouméa et de Waigani.	<ul style="list-style-type: none"> Rapport sur les activités achevées. Bon déroulement de la Conférence des Parties. Rapport sur les activités achevées. Plan prêt d'ici le début 2006. Plan prêt avant la fin 2006. 	<ul style="list-style-type: none"> Les rapports sur les activités menées dans le cadre de la Convention d'Apia ont été achevés et présentés à la 8^e CdP. Un document de réflexion sur l'avenir possible de cette Convention a été présenté à la CdP. La CdP a examiné le document et décidé de suspendre la Convention indéfiniment. Bon déroulement de la 8^e CdP à la Convention d'Apia. Rapport sur les activités menées dans le cadre de la Convention de Nouméa achevé et présenté à la 8e CdP. Amendements aux protocoles sur l'immersion des déchets et sur les interventions d'urgence examinés, adoptés et signés après avoir été en suspens depuis la Conférence des plénipotentiaires de 2005 ; protocoles ouverts à ratification. Activités sur les zones marines et côtières compatibles avec la Convention de Nouméa intégrées aux travaux du volet 1.2. Attend l'affectation d'un agent du PNUE en 2007 avant de planifier les activités conjointes PROE-PNUE au titre de la Convention de Nouméa. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Prévues</th> <th>Effectives</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>31 198</td> <td>32 229</td> </tr> <tr> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>50 644</td> <td>95 454</td> </tr> <tr> <td>Frais d'investissement</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Sous-total</td> <td>81 842</td> <td>127 683</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>(Le personnel a réussi à réunir des fonds supplémentaires qui ont permis de réaliser des activités et services complémentaires.)</i></p>				Prévues	Effectives	Frais de personnel	31 198	32 229	Frais de fonctionnement	50 644	95 454	Frais d'investissement	0	0	Sous-total	81 842	127 683
	Prévues	Effectives																		
Frais de personnel	31 198	32 229																		
Frais de fonctionnement	50 644	95 454																		
Frais d'investissement	0	0																		
Sous-total	81 842	127 683																		

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
				Prévues	Effectives
	<ul style="list-style-type: none"> Bon déroulement de la Conférence des Parties. Rapport sur les activités achevées. Organisation d'un atelier national. Engagement d'un expert-conseil pour participer à l'élaboration du cadre. Mise en œuvre d'au moins trois recommandations. Ratification de l'une des deux conventions par une nouvelle partie. Bon déroulement de la Conférence des Parties. 	<ul style="list-style-type: none"> Bon déroulement de la 8^e CdP à la Convention de Nouméa. Rapport sur les activités menées suite à la 2^e CdP de la Convention de Waigani ; rapport achevé et présenté à la 3^e CdP. Atelier organisé aux Tonga sur les AME portant sur les substances chimiques (voir volet 2.1.1). Cadre sur les AME portant sur les substances chimiques achevé. Trois recommandations du CCST 1 ont été appliquées : <ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la collaboration avec les secrétariats des conventions de Stockholm et de Bâle. Coopération avec le Secrétariat de la Convention de Stockholm concernant l'assistance aux pays dans le cadre de la mise au point de leurs plans nationaux de mise en œuvre. Obtention de fonds en vue de l'organisation d'un atelier sur l'établissement de rapports et les inventaires de déchets dangereux. Aucune nouvelle partie n'a ratifié les conventions de Waigani ou de Bâle. Les Palaos examinent la possibilité de ratifier la Convention de Bâle. Vanuatu examine la possibilité de ratifier la Convention de Waigani. Bon déroulement de la 3^e CdP de la Convention de Waigani. 			
2.1.3 Amélioration de la législation de l'environnement pour satisfaire aux obligations et objectifs des AME et des objectifs internationaux pour le développement.	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration d'un calendrier des activités en concertation avec chaque agent du PROE sollicitant une assistance. Liaison avec le personnel national ou régional concerné pour déterminer le meilleur moyen de fournir cette assistance. Réalisation d'une page Web contenant les informations juridiques pertinentes (AME, mécanismes de coordination, lois nationales, etc.). <ul style="list-style-type: none"> Élaboration de lois en vue de leur soumission à l'organe législatif pertinent d'au moins 2 pays. Réponse rapide à toutes les demandes. 	<ul style="list-style-type: none"> Un calendrier a été dressé concernant des activités d'assistance en matière de biodiversité et de prévention de la pollution. Assistance sur les AME fournie à trois pays, dans le cadre d'une formation à la négociation, et à la région, dans le cadre d'un soutien à la préparation de rapports. Page Web créée (pour répondre aux questions sur les AME et les lois nationales). Assistance fournie à un pays (Nauru) en matière de législation environnementale. Une réponse rapide a été donnée aux demandes formulées par les pays insulaires océaniques. Les deux plus importantes émanaient de Nauru (loi sur l'environnement) et de Tuvalu (réglementation des SAO). 			
			Frais de personnel	31 198	32 269
			Frais de fonctionnement	19 238	13 330
			Frais d'investissement	0	0
			Sous-total	50 436	45 599

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
				Prévues	Effectives
2.1.4 Amélioration des mécanismes de coordination appuyant et harmonisant les politiques et programmes régionaux de développement durable.	<ul style="list-style-type: none"> Bon déroulement de la réunion de la Table ronde. Tenue de la réunion du groupe de gestion de la Table ronde, mise à jour et bilan de l'inventaire en ligne et des listes de tâches confiées aux volontaires, communication efficace des groupes de travail entre les réunions. Tenue de la réunion du groupe de travail sur les zones marines et côtières de la Table ronde. Rapports des réunions du Groupe de travail du CORP sur le milieu marin. Rapports annuels à la Conférence du PROE sur les activités du Secrétariat associées au PIROP. Rapport final concernant les retombées et enjeux du Projet des eaux internationales associés aux initiatives visant les causes profondes des préoccupations environnementales prioritaires recensées dans le Programme d'action stratégique de 1998. 	<ul style="list-style-type: none"> La réunion de la Table ronde pour la conservation de la nature, qui a réuni aux Fidji bailleurs, O.N.G., organisations du CORP et coordinateurs nationaux de la biodiversité, a confirmé les conclusions de l'exercice de suivi et d'évaluation ainsi qu'une nouvelle orientation pour la Table ronde axée sur l'assistance aux pays concernant la mise en œuvre des PANSB. Création du site web de la Table ronde www.sprep.org/roundtable. Les besoins en données de la Table ronde ont été pris en charge par le forum du Pacifique sur la biodiversité suite à un an de discussions qui ont abouti à la création d'outils en ligne tels que la base de données sur les aires protégées du Pacifique. L'inventaire en ligne des activités de conservation dans la région Pacifique est disponible et la base de données sur les volontaires a été créée. Le groupe de travail a été dissous à la dernière réunion de la Table ronde en juillet 2006 car son existence ne semblait plus justifiée à la lumière des autres activités. Le PROE a participé à des réunions des groupes de travail sur les ressources terrestres, le développement durable et le secteur marin. Des comptes rendus de ces réunions ont été diffusés à tous les organismes participants. La principale réalisation du groupe de travail sur le milieu marin a été l'élaboration d'une initiative de la catégorie bleue en vue d'un financement européen dans le cadre du 10e FED. Un document d'information a été préparé à l'intention de la Conférence du PROE sur les activités mettant en œuvre le PIROP. L'initiative de la catégorie bleue du 10e FED entend faire progresser les activités du PIROP. L'évaluation finale du Projet a commencé en mai ; le rapport n'avait pas été reçu au moment de la réduction du présent document mais est attendu début 2007. Les résultats et problèmes associés aux initiatives du Projet seront abordés dans ce rapport. 			
			Frais de personnel	134 750	52 470
			Frais de fonctionnement	98 506	110 789
			Frais d'investissement	0	1 164
			Sous-total	233 256	164 423
<p><i>(Les dépenses doivent être prises en compte avec celles du résultat 2.1.1. On notera par ailleurs que les postes de conseiller en matière de développement durable et de spécialiste de l'environnement sont restés vacants pendant l'année écoulée.)</i></p>					

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place du mécanisme du CORP visant l'élaboration et l'exécution concertées des projets régionaux du FEM. • Dossier océanien présenté au Conseil du FEM et distribution, aux agents de liaison des pays, du rapport du FEM portant sur les questions affectant les pays océaniques. • Appui des Membres métropolitains du PROE aux projets régionaux du FEM visant les PEID du Pacifique. • Recommandations précises du groupe de travail du CORP sur le développement durable décrivant les activités de collaboration potentielle entre ses organisations membres dans ce domaine. • Décisions des dirigeants du CORP reflétant les efforts de collaboration du CORP dans le domaine du développement durable. • Prise en compte des activités de collaboration prioritaires dans la section du Plan pour le Pacifique portant sur le développement durable et dans son plan de mise en œuvre. • Mise au point de la matrice océanienne visant l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade, intégrant les politiques environnementales régionales et les partenariats. • Soumission régionale conjointe à la 14e Conférence des Parties à la CDD. • Réponse rapide à toutes les demandes. • Réalisation d'une page Web contenant les informations juridiques pertinentes (AME, mécanismes de coordination, lois nationales, etc.). • Réponse rapide à toutes les demandes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les dirigeants du CORP sont convenus de désigner le PROE en tant que coordinateur et animateur des projets régionaux vis-à-vis du FEM ; le PROE a recruté un conseiller chargé de l'assistance du FEM pour aider les pays insulaires océaniques à mettre en œuvre le nouveau dispositif d'allocation des ressources du FEM. • Des documents d'information ont été préparés en association avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et fournis aux points focaux du FEM et aux ambassadeurs du Pacifique à New York concernant deux réunions du Conseil du FEM, l'Assemblée du FEM et une réunion des groupes de pays. • Assistance du Conseil du FEM pour le projet PDF-B sur l'adaptation aux changements climatiques. • Le groupe de travail sur le développement durable s'est réuni à plusieurs reprises en 2006. Collaboration avec le CORP concernant la participation à la 14e CdP à la CDD mais le groupe de travail n'a pas toujours réussi à promouvoir la collaboration, comme l'illustrent les décisions des dirigeants du CORP. • Les dirigeants du CORP ont consolidé la collaboration entre organismes régionaux en matière de développement durable. • Le Plan Pacifique définit dans son volet sur le développement durable des objectifs clés et des priorités dans les domaines suivants : changements climatiques, pollution et déchets, biodiversité et amélioration de la gestion des ressources naturelles. • Le PROE a présenté un rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice lors de la réunion sur les systèmes d'information pour la gestion (Apia) et du Forum mondial sur les océans (Paris). Le PROE a contribué au programme de toutes les initiatives de la Stratégie de Maurice coordonnées par le PIFS. • Le PROE, la SOPAC et le PIFS ont préparé une soumission régionale conjointe à la 14e CdP ; il a fourni des documents d'information au groupe des pays insulaires océaniques et du PIFS sur les thèmes de la conférence suivants : énergies pour le développement durable, développement industriel, pollution atmosphérique et changements climatiques. • Voir premier point du volet 2.1.3. • Site web créé et régulièrement mis à jour (http://192.168.10.13/legal/index.asp) • Une réponse rapide a été donnée aux demandes formulées par les pays insulaires océaniques. Les deux plus importantes émanaient de Nauru (loi sur l'environnement) et de Tuvalu (réglementation des SAO). 	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Volet : 2.2 – Suivi environnemental et rapports sur l'environnement

Objectif : Améliorer la compréhension des États et Territoires océaniques à l'égard des questions liées aux changements climatiques, à la variabilité du climat et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités dans ces domaines

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)										
			Prévues	Effectives									
Volet du programme : 2.2 – Suivi environnemental et rapports sur l'environnement													
2.2.1 Renforcement des capacités nationales et régionales pour surveiller et produire des rapports sur l'état de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration du cadre de surveillance et présentation à la réunion du groupe de gestion de la Table ronde en janvier 2007. Adoption par au moins 4 pays et territoires océaniques d'indicateurs clés en matière de protection de l'environnement et de développement durable devant être utilisés dans les rapports sur l'état de l'environnement. Intégration des indicateurs clés sur l'environnement et le développement durable et des données régionales disponibles à une base de données du PROE accessible depuis le site PRISM (CPS). Intégration des indicateurs au modèle de profil de pays utilisé pour la préparation des rapports sur l'état de l'environnement. Surveillance des activités sur les environnements côtiers et marins et leur utilisation en accord avec les cadres nationaux/régionaux. Utilisation par les pays et territoires océaniques de systèmes d'information intégrés en matière de rapports sur l'état de l'environnement et de planification environnementale. 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet de rapport examinant la Table ronde et la Stratégie d'action pour la conservation de la nature et proposant des indicateurs a été présenté à la 10e réunion de la Table ronde qui s'est tenue aux Fidji en juillet 2006. Un deuxième rapport sur l'état d'avancement de la Stratégie d'action et les indicateurs associés a été présenté à la réunion du Groupe de gestion de la Table ronde en mars 2007 et sera examiné lors de la Conférence sur la conservation de la nature qui se tiendra en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2007. Assistance technique fournie dans le contexte des projets d'autoévaluation nationale des capacités à renforcer (ANCR) et de développement des capacités. Poursuite de la collaboration avec le CORP sur les indicateurs des Objectifs internationaux pour le développement. Intégration à la base de données du PROE et lien à PRISM non réalisés en raison du manque de ressources dans ce domaine. Profils et rapports des pays adoptés par la 17^e Conférence du PROE. Assistance à la surveillance des milieux côtiers et marins fournie dans le contexte du Groupe de travail sur le milieu marin et du PIROF. Poursuite du travail sur l'identification des lacunes de données en matière de développement durable (voir commentaire sur les OMD ci-dessus). Discussions préliminaires avec la SOPAC sur les SIG, bien que ce travail n'ait pas été prioritaire en 2006. Le Ministère de l'environnement des Tonga a décidé d'utiliser son propre personnel pour élaborer son rapport sur l'état de l'environnement et utilisera les ressources fournies pour les frais de consultation et les publications. Élaboration d'un memorandum d'accord avec ce Ministère et transfert des fonds. 											
			<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>33 843</td> <td>15 685</td> </tr> <tr> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>170 237</td> <td>23 228</td> </tr> <tr> <td>Frais d'investissement</td> <td>0</td> <td>373</td> </tr> <tr> <td>Sous-total</td> <td>204 080</td> <td>39 286</td> </tr> </table> <p><i>(Les dépenses reflètent la vacance du poste de spécialiste de l'environnement pendant l'année.)</i></p>	Frais de personnel	33 843	15 685	Frais de fonctionnement	170 237	23 228	Frais d'investissement	0	373	Sous-total
Frais de personnel	33 843	15 685											
Frais de fonctionnement	170 237	23 228											
Frais d'investissement	0	373											
Sous-total	204 080	39 286											

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Volet : 2.3 – Changements climatiques, variabilité climatique, élévation du niveau de la mer et atmosphère

Objectif : Améliorer la compréhension des États et Territoires océaniques à l'égard des questions liées aux changements climatiques, à la variabilité du climat et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités dans ces domaines

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
				Prévues	Effectives
Volet du programme :					
2.3 – Changements climatiques, variabilité climatique, élévation du niveau de la mer et atmosphère					
2.3.1 Renforcement des capacités météorologiques et climatologiques nationales.	<ul style="list-style-type: none"> • Obtention de fonds pour la Conférence des directeurs des services météorologiques régionaux de 2006. • Tenue de la réunion du groupe directeur du Système mondial d'observation du climat dans les îles du Pacifique (SMOC-IP) et préparation du rapport y afférent. • Développement des connaissances d'au moins 10 agents en matière de changements climatiques et de météorologie. • Élaboration d'une proposition pour la 2e phase du CLIPAC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds obtenus de la NOAA, du SMOC, de l'OMM et de l'AusAID (par l'intermédiaire du bureau de météorologie). Réunion organisée à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) du 10 au 14 juillet. • Organisation de la réunion du SMOC-IP conjointement avec la 11e Conférence des directeurs des services météorologiques régionaux (RMSD) et suivi des activités recensées pour l'agent chargé du SMOC-IP. • Ateliers de formation organisés fin 2005 et mi 2006 au Samoa, dans les territoires français et aux États-Unis (Hawaï), auxquels ont participé plus de 20 agents. • La proposition concernant le CLIPAC a été révisée et est en cours d'examen par des bailleurs potentiels. 			
			Frais de personnel	94 109	77 711
			Frais de fonctionnement	13 698	98 292
			Frais d'investissement	200	604
			Sous-total	108 007	176 607
			<i>(Le personnel a réussi à réunir des fonds supplémentaires considérables qui ont permis d'accroître les services rendus.)</i>		
2.3.2 Informations sur le climat consolidées et accessibles.	<ul style="list-style-type: none"> • Adoption et signature d'un mémorandum d'accord entre le PROE et le Centre Orient-Occident de l'Université d'Hawaï. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun fait nouveau concernant le mémorandum d'accord en raison de changements de personnel au Centre Orient-Occident. 			
			Frais de personnel	22 579	13 847
			Frais de fonctionnement	10 228	12 144
			Frais d'investissement	200	373
			Sous-total	33 007	26 364

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
				Prévues	Effectives
2.3.3 Renforcement des mesures d'adaptation aux impacts des changements climatiques.	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration du rapport de synthèse du Projet de renforcement des capacités en vue de l'élaboration de mesures d'adaptation dans les pays insulaires du Pacifique. Préparation d'une proposition de projet d'adaptation de grande envergure et soumission au Conseil du FEM en 2006. Élaboration d'une initiative de l'AusAID sur la vulnérabilité et l'adaptation. Élaboration de propositions de projets et de rapports d'évaluation pour 3 pays insulaires océaniques et soumission au PNUD/FEM. Cinq pays satisfaits de l'assistance fournie par le PROE dans le cadre de la préparation de leur ANCR. 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de synthèse devant être achevé en 2007. Le FEM a approuvé la phase PDF-B du PACC en vue de l'élaboration d'un projet PACC de grande envergure. Atelier initial sur la phase PDF-B du PACC organisé à Nadi (Fidji) avec la participation des pays suivants : Îles Cooks, Fidji, EFM, PNG, Nioué, Nauru, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Consultations nationales sur la phase PDF-B du PACC menées avec les pays suivants : Îles Cooks, Fidji, EFM, PNG, Nioué, Nauru, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Atelier de formulation de la phase PDF-B du PACC organisé à Nadi (Fidji) avec la participation des pays suivants : Îles Cooks, Fidji, EFM, PNG, Nioué, Nauru, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. L'initiative sur la vulnérabilité et l'adaptation financée par l'AusAID est mise en œuvre sous forme d'accords bilatéraux entre l'AusAID et les pays participants. Elle n'a pas concerné le PROE en 2006. L'élaboration de propositions et d'inventaires pour les deuxièmes communications nationales se poursuit. Les deuxièmes communications nationales des Îles Cook, de Nioué, des Palaos, du Samoa et de Vanuatu ont été approuvées et les fonds correspondants ont été décaissés. Les deuxièmes communications nationales des EFM, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Tonga ont également été approuvées mais les fonds n'ont pas été décaissés. Les pays suivants n'ont toujours pas soumis leurs propositions : Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Îles Salomon, Nauru et Tuvalu. Le PROE a participé à la formation sur les ANCR à Vanuatu et sa contribution a été appréciée. 			
			Frais de personnel	119 957	108 834
			Frais de fonctionnement	68 132	237 083
			Frais d'investissement	12 200	3 382
			Sous-total	200 289	349 299
<p><i>(Bien que 47 000 \$US du budget restaient à identifier pour ce résultat, le personnel concerné a réuni des fonds supplémentaires considérables qui ont permis d'accroître les activités et services rendus aux pays et territoires océaniques.)</i></p>					

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars E.-U.)																	
	<ul style="list-style-type: none"> • Accord concernant les activités prioritaires devant être visées par les différents volets du Cadre d'intervention sur les changements climatiques. • Satisfaction d'au moins 2 pays insulaires océaniens concernant l'assistance reçue du PROE en vue de l'élaboration de leur PANA. • Achèvement du descriptif de projet et approbation officielle du projet d'adaptation par le FEM. • Préparation des dossiers en vue de la Conférence des Parties. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités prioritaires en matière d'adaptation et d'atténuation relevant du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques seront intégrées dans le plan d'action (en cours d'élaboration) et coordonnées par la Table ronde océanienne sur les changements climatiques. • Le PROE a participé à la formation sur les PANA au Samoa et à Vanuatu et sa contribution a été appréciée. • Suite à de vastes consultations avec 11 pays et à deux ateliers régionaux, cette initiative a été intégrée au projet PACC (voir premier point du volet 2.3.3). • Dossier préparé et participation à la 12e CdP de la CCNUCC pour appuyer les pays insulaires océaniens. 																		
<p>2.3.4 Promotion d'options d'atténuation et renforcement des mesures d'intervention.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des émissions totales de dioxyde de carbone (CO₂) de 13,2 kilotonnes. • Au moins deux études de suivi des ressources réalisées. • Au moins deux projets sur les énergies renouvelables analysés et soutenus pour améliorer leur viabilité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les activités et tous les indicateurs du résultat 2.3.4 ont été formulés en prévision de l'approbation par le FEM du Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP) et de sa mise en œuvre en 2006. • L'approbation du FEM n'a pas été reçue avant septembre 2006 et la mise en œuvre commencera en 2007. • Bien que le PIGGAREP n'ait pas été approuvé, d'autres activités de ce résultat ont été menées (voir description ci-dessous). • Études réalisées pour tous les pays insulaires océaniens. • Consultation des directeurs des services météorologiques sur le soutien du PIGGAREP aux études nationales sur l'énergie solaire et éolienne. • Révision du programme d'électrification solaire d'Ha'apai aux Tonga. • Partage des expériences réussies de Willies Electrical (Îles Salomon) avec les Fidji, les Tonga et Tuvalu. • Réalisation d'un rapport d'évaluation sur les énergies renouvelables pour les Fidji dans le cadre du PIREP. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Prévues</th> <th>Effectives</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>115 159</td> <td>69 310</td> </tr> <tr> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>415 217</td> <td>49 464</td> </tr> <tr> <td>Frais d'investissement</td> <td>3 620</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Sous-total</td> <td>533 996</td> <td>118 774</td> </tr> </tbody> </table>		Prévues	Effectives	Frais de personnel	115 159	69 310	Frais de fonctionnement	415 217	49 464	Frais d'investissement	3 620	0	Sous-total	533 996	118 774		
	Prévues	Effectives																		
Frais de personnel	115 159	69 310																		
Frais de fonctionnement	415 217	49 464																		
Frais d'investissement	3 620	0																		
Sous-total	533 996	118 774																		
<p><i>(Les très faibles dépenses par rapport au budget sont essentiellement dues aux 408 410 \$ attendus du FEM/PNUD pour le lancement du PIGGAREP qui interviendra maintenant en 2007.)</i></p>																				

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Installation d'une capacité de production supplémentaire de 5 mégawatts issus de sources d'énergie renouvelables. • Nouvelles activités rémunératrices s'élevant à au moins 1 million de dollars É.-U. • Au moins 1 000 nouveaux ménages utilisant des énergies renouvelables. • Au moins 6 nouveaux services sociaux utilisant des énergies renouvelables. • Au moins 2 ressortissants de pays insulaires océaniques capables de concevoir et exécuter des projets utilisant des énergies renouvelables. • Au moins deux pays insulaires océaniques dotés de comités nationaux de coordination sur l'énergie et de mandats, de stratégies et de plans précis en la matière. • Nouveaux investissements dans les énergies renouvelables d'au moins 20 millions de dollars É.-U. • Identification et examen d'au moins 4 projets réalisables et élaboration de propositions détaillées. • Mise en place dans au moins 2 pays insulaires océaniques de lois promouvant les énergies renouvelables. • Sensibilisation du secteur de l'énergie, des politiciens, des investisseurs, des hauts fonctionnaires et du public d'au moins 2 pays insulaires océaniques aux énergies renouvelables et aux cas de réussite locale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Irréalisable tant que le PIGGAREP n'a pas démarré. • Préparation et révision de l'Action pour le développement des énergies renouvelables aux Îles Marshall (ADMIRE), d'une valeur de 2,65 millions de dollars É.-U. • Participation à l'élaboration d'un cadre stratégique du gouvernement australien devant faciliter l'accès aux énergies renouvelables et leur utilisation dans la région Pacifique. • Création d'équipes nationales pour faciliter la coordination et améliorer la collaboration entre les parties intéressées par le projet. [À l'origine au point ci-dessous] • Investissements non réalisés car le projet a été repoussé à 2007. • Réalisation d'une première étude de faisabilité pour électrifier Vella la Vella en énergie renouvelable. • Publication des évaluations sur les énergies renouvelables du PIREP. <p>D'autres activités ont été menées à bien mais ne correspondent pas directement à un indicateur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assistance technique fournie sur place à un agent du village Namara (Fidji). • Assistance à la SOPAC concernant la tenue d'un atelier sous-régional sur les énergies renouvelables auquel ont participé les Fidji, les Îles Salomon, les Tonga et Vanuatu. 	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars E.-U.)		
				Prévues	Effectives
2.3.5 Soutien à l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO).	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations nationales et régionales dans au moins 4 pays insulaires océaniques. • Assistance technique à au moins 5 techniciens en réfrigération. • Rédaction d'au moins 2 projets de loi sur les SAO et tenue d'au moins 2 ateliers destinés aux agents des douanes. • Élaboration et adoption d'un programme d'élimination des SAO par au moins 2 pays insulaires océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations menées pour 5 pays insulaires océaniques au cours du premier semestre 2006 en vue de la préparation des propositions de renforcement institutionnel. • Financement des propositions de renforcement institutionnel approuvé à la 49^e réunion du Comité exécutif. • Consultations menées pour les quatre autres pays insulaires océaniques au cours du second semestre 2006. • Financement des propositions approuvé à la 50^e réunion du Comité exécutif. Document disponible sur le site web du PNUE. • Collecte des observations et réponses concernant les propositions, à la demande de l'agence d'exécution (PNUE). • Troisième et dernière réunion thématique régionale tenue à Suva, en janvier 2006, pour examiner les activités en suspens, les actions futures et les plans de travail pour Nioué, Nauru et les Îles Cook. Rapport disponible sur le site web du PROE. • Conseils techniques fournis aux Îles Cook (formation de 10 techniciens) sur les activités de formation en réfrigération et la fourniture de nouveaux équipements. • Projets de loi achevés en décembre 2006 pour les Îles Cook et Nioué. • Formation des douanes des Palaos achevée en août 2006. • Élaboration des projets de loi de 8 pays insulaires océaniques (Îles Cook, EFM, Kiribati, Nauru, Nioué, Îles Salomon, Tonga et Tuvalu). Consultations en cours sur ces réglementations. • Assistance fournie aux EFM, à Vanuatu et à Tuvalu en réponse à des demandes spécifiques. • Élaboration d'une proposition d'élimination des SAO et demande de financement en vue de sa mise en œuvre. 			
			Frais de personnel	68 279	54 525
			Frais de fonctionnement	182 205	107 812
			Frais d'investissement	200	373
			Sous-total	250 684	162 710
			<i>(Les faibles dépenses encourues par rapport au budget sont dues au report du décaissement des fonds du PNUE tant que tous les pays participant au projet n'ont pas atteint les objectifs convenus.)</i>		

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Volet : 2.4 – Gestion des déchets et lutte contre la pollution

Objectif: Améliorer la capacité des États et Territoires océaniques à gérer la pollution marine, les déchets dangereux, les déchets solides, l'évacuation des eaux usées et les autres sources de pollution d'origine terrestre

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalisations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
Volet du programme :		2.4 – Gestion des déchets et lutte contre la pollution			
2.4.1 Soutien au contrôle de la pollution marine par les États et Territoires océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> Soutien/amélioration des plans et mesures d'intervention d'urgence en cas de déversements en mer dans 7 pays insulaires océaniques. Soutien/amélioration concernant la gestion écologique de 3 ports de pays insulaires océaniques. Amélioration de la représentation de la région à l'OMI, assistance à la rédaction de lois dans 3 pays insulaires océaniques et réponse à toutes les demandes de services consultatifs et de conseils techniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Assistance et formation sur les plans d'intervention d'urgence en cas de déversements fournies aux pays suivants : Îles Cook, EFM, Fidji, Palaos, Samoa américaines, Samoa et Tuvalu. Organisation dans chacun de ces pays d'un cours de formation sur la planification et les mesures d'intervention et l'application de plans nationaux d'intervention. Assistance sur la gestion écologique des ports fournie aux Îles Cook, aux Fidji, au Samoa et aux Tonga. Assistance fournie aux Îles Cook, aux Fidji et aux EFM. L'assistance aux Îles Cook visait la révision des lois adoptées en 2000 pour permettre l'adoption de nouvelles conventions. Les lois des Fidji et des EFM sont toujours à l'état de projet et attendent l'intégration des observations issues des consultations nationales. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	70 933	73 718
			Frais de fonctionnement	137 421	46 656
			Frais d'investissement	0	605
			Sous-total	208 353	120 979
			<i>(Les faibles dépenses encourues par rapport au budget sont dues à la non-réception des fonds de l'OMI.)</i>		
2.4.2 Soutien à la gestion des substances et déchets dangereux par les États et Territoires océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de la 2e phase aux Palaos. Approbation de permis pour les 5 pays insulaires océaniques restants. Réalisation des activités de fin de projet dans les pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Ces activités ont été retardées car les Palaos ne sont pas parties aux conventions de Bâle ou de Waigani et les transformateurs ciblés contenant l'huile contaminée par des PCB ont été éliminés par une entreprise de recyclage des métaux et les huiles ont été rejetées. Des permis d'importation ont été approuvés par le gouvernement australien pour tous les autres pays (sauf Vanuatu et les Palaos) dans le cadre de l'initiative POPs in PICs. Activités réalisées dans le cadre du projet en 2006. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	50 830	47 769
			Frais de fonctionnement	41 688	48 524
			Frais d'investissement	3 000	923
			Sous-total	95 518	97 216

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
	<ul style="list-style-type: none"> Contribution au rapport envoyée à GHD PLC. Achèvement de l'étude de fin de projet. 	<ul style="list-style-type: none"> La contribution du PROE n'a pas eu lieu car le projet n'était pas formellement achevé. Cette étude sera réalisée dans le cadre des futures activités régionales sur les déchets dangereux. Des conseils et un appui techniques ont été fournis à Kiribati pour régénérer et reconditionner les déchets pharmaceutiques et élaborer un plan de destruction de ces déchets. 			
2.4.3 Élaboration de plans nationaux de mise en œuvre de la Convention de Stockholm.	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de plans nationaux de mise en œuvre de la Convention de Stockholm. Achèvement des préparatifs en vue de l'établissement d'un Centre régional océanien sur la Convention de Stockholm. Élaboration d'un projet de directives relatives à la gestion des substances chimiques dans les pays et territoires océaniques. Distribution des directives aux pays et territoires océaniques et synthèse des observations reçues 	<ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie à Tuvalu et aux EFM en vue de l'élaboration de leurs plans nationaux. Conseils techniques fournis à l'atelier du PNUE sur les enseignements et meilleures pratiques découlant de l'élaboration des plans nationaux dans la région. Préparatifs en suspens car la 2^e CdP de la Convention a repoussé sa décision sur le Centre régional jusqu'à la 3^e CdP. Projet de directives élaboré et devant être arrêté en 2007. Les directives n'ont pas été diffusées car leur texte n'a toujours pas été arrêté. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	113 950	101 813
			Frais de fonctionnement	50 996	17 626
			Frais d'investissement	3 000	373
			Sous-total	167 946	119 812
2.4.4 Soutien à la gestion des déchets solides et liquides par les États et Territoires océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> Formation du personnel national en gestion des déchets solides. Amélioration des décharges et de leur gestion dans 5 pays et territoires océaniques. Élaboration des directives régionales d'amélioration des plans d'élimination des déchets. Assistance aux politiques nationales de gestion des déchets dans 7 pays et territoires océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> L'atelier le plus récent a eu lieu en novembre 2005 et le cours de 2006 a été repoussé à début 2007. Cours de formation sur la minimisation communautaire des déchets organisé pour les atolls à Kiribati. Nouvelles décharges en cours d'aménagement dans les pays suivants : Samoa, Tonga, Vanuatu, Palaos et Guam. Bailleurs de fonds (NZ Aid, AusAid, Union européenne et AFD) informés du rapport coût-efficacité de la méthode semi-aérobique. Stratégie régionale et plan d'action publiés et distribués à tous les pays et territoires océaniques. Directives sur la mise en décharge, les décharges semi-aérobiques, la gestion de l'amiante, l'élaboration d'une stratégie sur les déchets et la minimisation des déchets publiées sur le site web du PROE. Production et distribution du DVD « Waste is a Resource ». Conseils techniques et stratégiques fournis aux pays suivants : Tonga, Kiribati, Samoa, Fidji, Nioué, Tokelau et Tuvalu. Sacs à provisions réutilisables produits et distribués pour appuyer l'interdiction des sacs plastique au Samoa. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	116 571	54 655
			Frais de fonctionnement	543 739	912 899
			Frais d'investissement	0	755
			Sous-total	660 309	968 309
			<i>(Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat 1.4.2.)</i>		

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)
	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance à 7 pays et territoires océaniens en matière de communication intégrée sur la gestion des déchets. • Au moins une communauté dans au plus huit pays (Palaos, Îles Marshall, Kiribati, Tuvalu, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga et Fidji) participant au Projet des eaux internationales gérant activement les déchets et les autres de sources de pollution d'origine terrestre. • Démonstration de l'amélioration de la santé de l'environnement grâce à un suivi régulier par rapport à des données de référence dans des communautés d'au plus huit pays participant au Projet des eaux internationales et abordant les causes profondes de la mauvaise gestion des déchets et des menaces pour le milieu marin de sources de pollution d'origine terrestre. • Contribution vérifiable du Projet des eaux internationales aux dispositifs institutionnels nationaux de gestion des déchets. • Rapports finaux du Projet des eaux internationales décrivant les processus et résultats associés à la gestion des causes profondes des menaces pesant sur le milieu marin liées aux déchets et aux sources de pollution d'origine terrestre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance fournie à 7 pays (Tonga, Kiribati, Samoa, Fidji, Nioué, Tokélaou et Tuvalu) en vue de l'élaboration et de l'intégration de mécanismes de communication en matière de stratégies sur les déchets. • Programmes de réduction des déchets mis en œuvre dans plusieurs pays (Fidji, Kiribati, PNG, Palaos, Tonga et Îles Marshall). Dans la majorité de ces pays, plusieurs collectivités participent activement à la gestion des déchets. • Suivi régulier en cours dans plusieurs pays (Fidji, Kiribati, PNG, Palaos, Tonga et Îles Marshall). Bien qu'une bonne hygiène ait été observée sur les sites pilotes, il est trop tôt pour savoir si la santé de l'environnement s'est améliorée grâce au Projet. • Le Projet a permis l'adoption de certaines activités du Projet au niveau national. • Évaluation finale commencée en mai ; rapport non reçu au moment de la rédaction du présent document. 	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Volet : 2.5 – Politique et planification environnementales

Objectif : Fournir des outils pour améliorer les moyens d'adaptation aux pressions et aux nouvelles menaces et possibilités en s'appuyant sur des évaluations intégrées et des processus de planification

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalisations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
Volet du programme :		2.5 – Politique et planification environnementales			
2.5.1 Amélioration des outils et mécanismes d'EIE et de planification intégrée de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité pour les pays et territoires océaniques d'accéder aux informations sur les EIE, les évaluations stratégiques environnementales (ESE) et la planification intégrée grâce à des services consultatifs et aux liens du site web du PROE. Ressources sur les EIE, ESE et la planification intégrée à la disposition des pays et territoires océaniques dans le cadre des ateliers régionaux de formation. Présentation du projet de kit d'outils d'évaluation et de planification intégrées à la 17^e Conférence du PROE. Parution dans les bulletins d'information et sur le site web du PROE d'articles sur les liens entre le commerce et l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis à la demande des pays. Atelier de formation régional préparé avec le JICA et prévu pour janvier 2007. Activité reportée en raison du retard dans l'achèvement des études de cas. Examen des impacts environnementaux des accords commerciaux (APE, PICTA, PACER) en cours d'élaboration avec le PIFS dans le cadre du projet PACREIP. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	22 095	6 488
			Frais de fonctionnement	42 188	4 895
			Frais d'investissement	0	0
			Sous-total	64 283	11 383
			<i>(Les faibles dépenses encourues pour ce résultat par rapport au budget sont dues à la vacance du poste de spécialiste de l'environnement et à un financement non garanti de 30 000 \$US.)</i>		
2.5.2 Soutien à la mise en œuvre de stratégies nationales pour le développement durable par le truchement de processus nationaux de planification environnementale.	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à au moins 4 PEID par le biais de conseils sur l'élaboration et/ou la mise en œuvre de leurs Stratégies nationales de développement durable. Objectifs écologiques nationaux intégrés aux Stratégies nationales de développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien fourni en association avec le PIFS sur les Stratégies nationales de développement durable. Organisation d'une réunion PANSB axée sur l'intégration de l'environnement et de la biodiversité aux Stratégies nationales de développement durable et l'analyse des obstacles et solutions. Activités élaborées dans ce domaine en 2007 par le PROE et ses partenaires. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	48 982	14 909
			Frais de fonctionnement	20 688	14 537
			Frais d'investissement	0	0
			Sous-total	69 669	29 446
			<i>(Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat précédent.)</i>		
TOTAL PROGRAMME 2					
			Frais de personnel	1 177 751	861 905
			Frais de fonctionnement	2 122 857	2 287 541
			Frais d'investissement	23 020	16 520
			TOTAL	3 323 628	3 165 966

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

3. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : **Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation**

La direction générale assure la conduite des opérations du Secrétariat et définit ses orientations stratégiques. Les services administratifs permettent d'assurer efficacement l'exécution des deux programmes stratégiques du Secrétariat et des orientations définies par la direction.

Les services administratifs couvrent les finances, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information, la communication et les publications et la documentation.

Résumé des objectifs et principales réalisations de 2006 :

En 2006, la direction générale s'est attachée à orienter les activités du Secrétariat et à promouvoir les partenariats pour développer les programmes ; les services administratifs se sont efforcés de fournir des services efficaces pour permettre aux deux programmes et à la direction d'atteindre leurs objectifs et d'aider au mieux les pays et territoires océaniques. Cette action a été menée à bien grâce à la coordination professionnelle, la facilitation, la gestion et le suivi des activités et réalisations des deux programmes et du Programme de travail et budget du Secrétariat pour 2006.

Principales réalisations :

- La direction a enfin obtenu que tous les États membres deviennent des parties contractantes à la Convention portant création du PROE et que les territoires y participent à part entière.
- Préparation et soutien professionnel à la 17^e Conférence annuelle du PROE qui a pris des décisions sur plusieurs sujets importants.

- Bon déroulement de la Conférence des plénipotentiaires de la Convention de Nouméa qui a adopté et signé un protocole amendé et deux nouveaux protocoles.
- Réalisation d'un examen interne du Secrétariat recensant les améliorations possibles, les nouveaux domaines pouvant être développés et les priorités concernant leur mise en œuvre.
- Obtention de l'avis sans réserve des commissaires aux comptes concernant les états financiers de 2006.
- Participation active et de haut niveau aux réunions régionales et internationales pour appuyer les pays et territoires océaniques.
- Révision et amélioration continues des procédures et processus de gestion des finances et biens de l'Organisation, des ressources humaines et de l'administration, de la communication, des publications, des technologies de l'information et des matériels d'information pour améliorer l'efficacité et les normes professionnelles au sein de l'Organisation.
- Missions dans plusieurs pays pour recenser leurs besoins et priorités.
- Fourniture d'informations et préparation de dossiers de haute qualité pour les conférences et négociations ; collaboration et coopération régionales sur l'élaboration de politiques ; formulation de directives pour faciliter la participation des pays et territoires océaniques.

Analyse financière comparative

Budget total	Dépenses réelles	Part des dépenses
1 857 329 \$US	1 739 937 \$US	93 %

PROGRAMME 3 : DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
Volet : 3.1	Direction générale				
Objectif :	Contribuer à l'amélioration des performances grâce à une direction éclairée				
<ul style="list-style-type: none"> Soutien logistique aux Conférences du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositions pratiques et documents prêts en temps utile. 	<ul style="list-style-type: none"> Tous les documents de travail de la 17^e Conférence du PROE et des conférences des parties aux conventions associées ont été préparés et distribués 6 semaines à l'avance et les rapports de ces conférences ont été publiés sur papier et sous format électronique, en anglais et en français, et distribués à tous les Membres avant la fin de l'année. La Conférence des plénipotentiaires de la Convention de Nouméa a adopté, signé et ouvert à ratification un protocole amendé et deux nouveaux protocoles. Un rapport annuel de haute qualité a été publié pour 2005. Fourniture aux Membres de toutes les informations nécessaires sur le travail et les politiques du Secrétariat et réponses à toutes les questions posées dans le cadre de réunions, de visites dans les pays, d'ateliers ou d'échanges de correspondance. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	396 955	340 287
			Frais de fonctionnement	231 500	265 979
			Frais d'investissement	6 000	3 537
			Sous-total	634 455	609 803
<i>(Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat 3.4.)</i>					
<ul style="list-style-type: none"> Consultation avec les Membres. Maintien et renforcement des liens avec les bailleurs de fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> Suites claires et appropriées données en temps utile à toute question relative à la mise en œuvre des politiques et du programme de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> La direction a eu des entretiens annuels trilatéraux avec l'AUSAID et NZAID et des réunions mensuelles avec ces bailleurs/membres sur les programmes et autres questions pertinentes. La direction a également été en contact régulier avec plusieurs bailleurs et partenaires importants. 			
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la coordination régionale et internationale 	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de stratégies de financement sur plusieurs années et identification d'autres possibilités de financement. Représentation lors des réunions annuelles du Conseil et des groupes de travail des organisations du CORP. 	<ul style="list-style-type: none"> Accord déjà conclu avec deux bailleurs de fonds importants concernant des financements pluriannuels. Les discussions se poursuivent avec les autres bailleurs. La direction a continué d'accorder une importance particulière à la représentation du PROE lors des réunions des dirigeants et groupes de travail du CORP et des organes directeurs des organisations régionales membres. Le PROE est l'organisme responsable de plusieurs initiatives environnementales importantes relevant du volet du Plan Pacifique sur le développement durable et y participe activement. 			
<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat géré de manière efficace et rationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat efficace. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Secrétariat s'est acquitté de toutes ses obligations et a travaillé de manière efficace. La direction a mené à bien un examen interne du Secrétariat afin d'assurer le développement et l'amélioration de ses opérations. Retraite organisée et problèmes recensés abordés. 			

PROGRAMME 3 : DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
Volet : 3.2	Information et communication				
Objectif :	Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux				
<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des bases de données de l'organisation et des programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des systèmes de gestion de l'Organisation grâce aux bases de données et aux systèmes de gestion des données. 	<ul style="list-style-type: none"> • La formation fournie par ACCPAC et DBIT au personnel financier et informatique s'est soldée par une amélioration du système financier. • Amélioration sensible des services d'assistance sur les bases de données grâce au recrutement d'un agent spécialisé. • Bon fonctionnement des modules sur les collaborateurs et organisations (POD) et sur les manifestations (EDA). 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	346 713	313 709
			Frais de fonctionnement	75 700	67 211
			Frais d'investissement	38 400	23 233
			Sous-total	460 813	404 153
<ul style="list-style-type: none"> • Développement et maintenance des systèmes d'archivage. • Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'accès en ligne aux données d'archives de l'Organisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • 578 demandes de publications du PROE reçues et documents envoyés dans un délai de 5 jours. • 1 266 demandes d'information reçues et réponses envoyées dans un délai de 2 jours • 121 visites au CID • 1 297 nouvelles acquisitions cataloguées dans la base de données du CID. • Demandes formelles et informelles de recherche et de documents traitées efficacement par le personnel du PROE. 			
<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture d'assistance sur les TIC au Secrétariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Bon fonctionnement des systèmes et du service de soutien/d'information conformément aux normes arrêtées. • Audit du système de TIC sécurisé. • Apport ponctuel de recommandations à la direction sur les questions ayant trait aux TIC • Définition claire des références et des coûts des principaux services d'information et de communication 	<ul style="list-style-type: none"> • Services quotidiens fournis au Secrétariat et consignés dans les rapports hebdomadaires du directeur administratif à la direction. • Tâches quotidiennes du personnel informatique réorganisées pour veiller au contrôle journalier de l'intégrité du système informatique. • Recommandations fournies périodiquement à la direction. • Installation et soutien logistique lors de la Conférence du PROE et des ateliers/stages organisés au siège. • Soutien fourni aux pays membres en matière d'achat, d'installation et d'assistance technique. • Assistance au stage en détachement du PEIN pendant 9 mois. • Mise en place d'un système de tarification des services au sein de l'Organisation pour l'utilisation du système téléphonique, d'Internet et des services d'impression. 			

PROGRAMME 3 : DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalisations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de plans de restauration des données. 	<ul style="list-style-type: none"> Les systèmes installés et les mesures prises ont permis de réduire les coûts et le temps associés à la restauration de systèmes défectueux ou au déploiement de nouveaux logiciels. 			
<ul style="list-style-type: none"> Production et diffusion de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation. 		<ul style="list-style-type: none"> Production d'articles hebdomadaires et rétablissement des chroniques mensuelles et des bulletins trimestriels. Rédaction, publication et distribution des rapports des consultants du Projet des eaux internationales. Préparation et distribution de plusieurs publications de qualité sur la biodiversité, les déchets, les changements climatiques et l'éducation. Amélioration continue du site web et création de pages en français. Lancement des prix PINA/PROE sur l'environnement. 			
Volet : 3.3	Finances				
Objectif :	Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns				
<ul style="list-style-type: none"> Présentation en temps opportun d'états financiers fiables à la Conférence du PROE. Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux bailleurs de fonds. Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes. Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Avis sans réserve des commissaires aux comptes, préparation des comptes annuels et rapports budgétaires Fourniture aux bailleurs de rapports répondant aux normes en la matière. Préparation en temps utile des rapports de gestion et d'audit et des rapports financiers Règlement financier, politiques et procédures dûment appliqués Plan de gestion des risques approuvé 	<ul style="list-style-type: none"> Obtention de l'avis sans réserve des commissaires aux comptes pour les comptes annuels de 2005. Rapports financiers acceptés par les bailleurs. Préparation du budget de 2007, approuvé par la 17CP. Fourniture aux bailleurs dans les délais prévus des rapports financiers et des audits sans réserve conformément aux normes en la matière. Préparation et diffusion mensuelles des rapports financiers et budgétaires requis par la direction et les chargés de programmes. Suivi continu des systèmes et processus comptables pour veiller au respect du règlement financier et des politiques et procédures financières. Fourniture de services financiers à l'ensemble de l'Organisation Élaboration de processus en matière de risques financiers et prise des mesures nécessaires pour protéger les biens de l'Organisation. Mise à jour des systèmes comptables et formation de tous les agents financiers aux nouvelles versions des logiciels comptables. Planification et gestion de l'investissement des fonds de réserve dans des dépôts bancaires à court terme et réalisation des objectifs du budget de 2006. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	218 643	213 019
			Frais de fonctionnement	57 700	91 876
			Frais d'investissement	7 500	3 750
			Sous-total	283 843	308 645

PROGRAMME 3 : DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Résultat	Indicateurs vérifiables correspondant aux activités	Réalizations de 2006	Dépenses prévues et effectives au 31 décembre 2006 par résultat-clé (dollars É.-U.)		
Volet : 3.4	Administration				
Objectif :	Utiliser des systèmes de gestion du personnel et d'administration efficaces				
<ul style="list-style-type: none"> • Gestion du recrutement et de l'orientation du personnel ainsi que des prestations sociales associées. • Mise en place de systèmes de gestion des performances du personnel. • Gestion de l'infrastructure et des actifs du Secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> • Règlement du personnel mis à jour, manuel fourni et actualisé. • Révision annuelle du système de gestion des performances et des fonctions et attributions. • Entretien des actifs et biens et mise à jour des bases de données concernées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi continu de la bonne application du règlement du personnel. • Fourniture de services administratifs efficaces en matière de ressources humaines : <ul style="list-style-type: none"> ○ Évaluations annuelles des performances du personnel ○ Assurance-vie et assurance accident individuelle ○ Programme d'orientation et assistance aux expatriés pour faciliter leur installation ○ Recrutement et sélection ○ Conditions générales de travail • Fourniture de services administratifs efficaces en matière de services généraux et d'entretien : <ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion des documents ○ Gestion des biens (recrutement d'un responsable des biens immobiliers pour améliorer la gestion de tous les biens immobiliers du Secrétariat). ○ Registre des immobilisations, plan de maintenance et assurance ○ Transport, nettoyage et entretien. 		Prévues	Effectives
			Frais de personnel	218 893	154 308
			Frais de fonctionnement	242 280	243 334
			Frais d'investissement	17 045	19 694
			Sous-total	478 218	417 336
			<i>Les dépenses de ce résultat doivent être prises en compte avec celles du résultat 3.1.)</i>		
TOTAL PROGRAMME 3				Prévues	Effectives
			Frais de personnel	1 181 204	1 021 323
			Frais de fonctionnement	607 180	668 400
			Frais d'investissement	68 945	50 214
			TOTAL	1 857 329	1 739 937